

**La Presse**  
cyberpresse.ca

Musique classique  
**Opération rajeunissement**  
Cahier Arts+Spectacles, page C1

Passion au féminin  
Cahier L'Auto

Marie-Josée Aubé

MONTRÉAL | LUNDI 10 MARS 2003 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119<sup>e</sup> ANNÉE > NO 138 > 88 PAGES > 7 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > GATINEAU-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

# Charest offre les Finances à Yves Séguin

DENIS LESSARD

À LA VEILLE du déclenchement de la campagne électorale, le chef libéral a carrément abattu toutes ses cartes pour trouver son futur ministre des Finances. L'ancien ministre libéral Yves Séguin s'est fait promettre ce poste prestigieux s'il accepte de sauter dans la bagarre qui s'amorce.



Yves Séguin

Et hier, l'ancien ministre de Robert Bourassa, qui depuis des semaines répétait à *La Presse* qu'il n'avait pas l'intention de faire un retour en politique, admettait qu'il considérait désormais très sérieusement cette proposition.

« On peut dire que les chances sont à 50-50, mais je n'ai pas décidé encore », a confié hier M. Séguin, joint dans son auto alors qu'il revenait de sa résidence secondaire, à Cap-à-l'Aigle, dans Charlevoix, où il a réfléchi sur son avenir avec sa famille.

La décision de M. Séguin de porter les couleurs du PLQ dans le bastion libéral d'Outremont, où il réside, constituerait un coup de filet très important pour Jean Charest.

Depuis des mois, l'organisation libérale a tenté sans succès d'attirer de gros noms dans le secteur de l'économie, des candidats naturels au poste des Finances. Les Jocelyn Proteau, anciennement de Desjardins, Jacques Ménard, de la Banque de Montréal, et même Clément Gignac, de la Banque Nationale, sont tour à tour restés insensibles aux appels du pied qui leur ont été

Voir SÉGUIN en A2

## PRÊTS À GOUVERNER



Photo PC

Entouré de plusieurs candidats qui défendront les couleurs du PLQ aux prochaines élections, le chef libéral Jean Charest a lancé hier à Québec la campagne de son parti. Il appert que le PLQ n'a jamais été aussi prêt que pour cette campagne, tant sur le plan financier que sur le plan organisationnel.

# Le chef libéral promet de prendre le pouvoir dans 36 jours!

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Les libéraux se disent prêts pour les élections et pour gouverner. Tellement prêts que le chef libéral Jean Charest a lancé sa campagne électorale trois jours avant ses adversaires péquistes et adéquistes, hier, à Québec.

« Le programme est prêt, l'équipe est prête, le Parti libéral du Québec est prêt et je suis prêt! » a lancé le chef du PLQ devant près de 2000 partisans réunis dans le petit Colisée.

M. Charest a fait son apparition derrière un feu d'artifice, au grand plaisir de la foule, qui avait été réchauffée une heure durant par les députés vedettes Nathalie Normandeau et Claude Béchar. Le chef est descendu avec sa femme de l'autocar électoral orné du slogan de la campagne libérale : « Nous sommes prêts ».

L'avancement des préparatifs n'a rien d'une façade dans la redoutable machine du PLQ. Un conseiller libéral, qui a participé à plusieurs campagnes, soutient dans les coulisses que le parti aura rarement été aussi prêt que pour cette campagne, tant sur le plan financier que sur le plan organisationnel.

Un autre indique qu'il ne reste à trouver que trois candidats : sur 125 circonscriptions, 113 candidatures ont été annoncées et neuf autres le seront au cours des prochains jours, dont un candidat vedette dans Outremont vendredi.

Les libéraux représentent « l'avenir du Québec de demain », comme le dit leur chanson thème, qui n'est pas sans rappeler le leitmotiv des péquistes dans les années 1970 : « À partir d'aujourd'hui, demain nous appartient ».

Quant au chef, mis à part sa

réplique finale, le « je » fait clairement place au « nous » et au « on » dans son discours. L'équipe sera primordiale durant cette campagne. « Talent, expérience et énergie », a décrit le chef du PLQ à propos des candidats qui ont été présentés à la foule.

Jean Charest n'a pas cru bon relever le défi du premier ministre Landry sur le statut constitutionnel du Québec hier, préférant parler du PLQ, de ses forces et de sa vision.

« La société québécoise porte notre signature », a rappelé M. Charest, qui a souligné que c'est le Parti libéral qui a donné le droit de vote aux femmes, créé le système de santé gratuit et l'école publique, et même fait du français la langue officielle.

Un vieux parti ? a demandé

Voir PRÊTS en A2

# Dérapiage de Landry sur les femmes

« Ne me parlez pas des groupes de femmes », a dit le premier ministre à un membre du comité exécutif du PQ, ajoutant : « Moi, j'aime mieux rencontrer le président de la Sun Life. »

PASCALE BRETON

À la veille du déclenchement des élections, le premier ministre Bernard Landry y est allé d'une phrase malheureuse sur les groupes de femmes qui risque de le replonger dans la controverse autour des « cervelles d'oiseaux », dont il s'était sorti indemne il y a trois semaines.

Une caméra de Radio-Canada a capté hier

une conversation entre le premier ministre et un membre du comité exécutif du parti, Jocelyne Gadbois, au moment où les délégués péquistes, réunis en congrès d'orientation pour la fin de semaine, votaient sur une proposition visant à assurer la parité entre les femmes et les hommes en politique.

Alors que M. Landry levait son carton pour appuyer la proposition, M<sup>me</sup> Gadbois

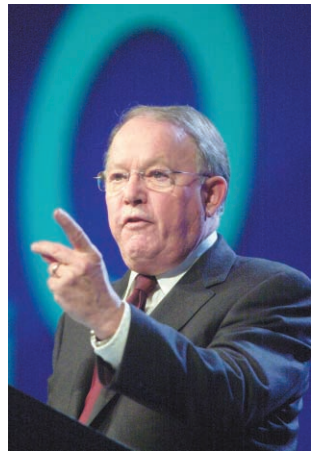


Photo ROBERT SKINNER, La Presse  
Bernard Landry

Voir LANDRY en A2

## CRISE IRAKIENNE

# Washington déclenche le compte à rebours



Photo AP

Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, s'est dit confiant de réunir neuf ou 10 voix sur 15 en faveur d'une résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak.

d'après AFP et AP

NEW YORK — Une semaine décisive pour l'issue de la crise irakienne s'ouvre au Conseil de sécurité de l'ONU, où Washington, Londres et Madrid comptent mettre aux voix dès demain un projet de résolution fixant au 17 mars la date butoir pour un désarmement complet de l'Irak.

Alors que dans le monde entier les partisans du désarmement de l'Irak par des moyens pacifiques ont occupé le devant de la scène pendant le week-end, Washington a haussé le ton hier et déclenché le compte à rebours.

Sur le terrain, six nouveaux missiles Al-Samoud 2, dont la portée dépasse le seuil autorisé par l'ONU, 11 ogives ainsi que des composants de systèmes de guidage ont encore été détruits hier sous la supervision de la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Na-

tions unies (COCOVINU). Mais l'Irak s'est dit convaincu que les États-Unis allaient l'attaquer en dépit de ses efforts pour désarmer. Le général Hossain Mohamed Amine, chargé des relations avec les inspecteurs de l'ONU, a affirmé : « Nous nous préparons à la guerre, mais en même temps nous travaillons avec la COCOVINU et l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). »

Au même moment, Condoleezza Rice, conseillère du président George W. Bush pour la sécurité nationale, proclamait que le temps des « ruses » du président irakien, Saddam Hussein, était « terminé » et que le moment était venu de faire cesser la menace qu'il représente, avec ou sans l'aval de l'ONU.

À la veille des consultations prévues aujourd'hui à New York sur le calendrier des prochaines réunions du Conseil de sécurité, le secrétaire d'État américain, Colin Powell,

s'est dit confiant de réunir neuf ou 10 voix sur 15 en faveur d'une résolution autorisant le recours à la force contre l'Irak.

Il a averti qu'un veto français aurait des « conséquences graves » sur les relations franco-américaines, « au moins à court terme ».

Pour sa part, le ministre britannique des Affaires étrangères, Jack Straw, a déclaré que son pays « se réservait le droit de prendre des décisions s'il n'est pas possible d'obtenir un accord aux Nations unies » sur une deuxième résolution.

Les États-Unis exercent de fortes pressions sur les membres du Conseil de sécurité pour les rallier à leur projet de résolution. Ils ont

Voir WASHINGTON en A2

Autres textes : pages A3 à A5

## MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

Pour montrer à Bush qu'il peut s'étouffer avec sa guerre, on devrait tous lui envoyer des sacs de bretzels.

## AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Bandes dessinées	C7	Loteries	A2, B3
Bridge	E6	Mots croisés	C7, S12
Décès	E7	Mot mystère	C7
Êtes-vous observateur	E4	Petites annonces	E4
Feuilleton	C7	- immobilier	E5
Forum	A10, A11	- marchandises	E4, E5
Horaires spectacles	C6	- emplois	E5
Horaires télévision	C2	- automobile	E5, E6
Horoscope	E5	- affaires	D7
Le monde	A3-A5	Quoi faire	E8
		Têtes d'affiche	E2

## MÉTÉO Voir page S16

Ciel variable  
Maximum -9, minimum -16



6 21924 98765 1

# Ici, pour partir...

## SALON DES Véhicules Récréatifs DE MONTRÉAL

Le salon qui transforme les rêves de tous les caravaniers, campeurs et amateurs de plein air en réalité, avec son choix incomparable de tentes-roulottes, de caravanes et de motorisés.

Stade olympique  
13 au 16 mars 2003  
SalonVR.com

## DEMAIN DANS LA PRESSE



### Le chemin de croix du Canadien

Le Canadien est pratiquement exclu des séries éliminatoires dans la LNH. Le long voyage de six matchs à l'étranger se poursuit ce soir, à Nashville, contre une formation qui n'en est qu'à sa cinquième saison d'existence mais qui garde, elle, de minces espoirs de participer à la « vraie » saison de hockey. Notre journaliste Simon Drouin accompagne les Glorieux dans leur « chemin de croix ». Chaque jour, il signe notamment un savoureux carnet de voyage.

À lire demain dans le cahier Sports

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Venez clavarder avec la chanteuse Édith Butler à

12 h 30  
cyberpresse.ca/clavardage

> Irak : suivez tous les derniers événements  
cyberpresse.ca/monde  
Toutes les rencontres de la LNH en direct

> cyberpresse.ca/lnh

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION  
redaction@lapresse.ca (514) 285-7070

ABONNEMENT  
(514) 285-6911  
1-800-361-7453

PETITES ANNONCES  
petitesannonces@lapresse.ca 1-866-987-8363

DÉCÈS ET REMERCIEMENTS  
deces@lapresse.ca (514) 285-6816

LOTERIES LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 0-2-1 > À quatre chiffres : 1-7-2-8

# SUITES DE LA UNE

## SÉGUIN

Suite de la page A1

faits. Dans les coulisses du PLQ, on spéculait hier sur l'annonce vendredi prochain, deux jours après le déclenchement de la campagne électorale, de deux ou même trois candidats connus dans le milieu des affaires. Mais Yves Séguin est clairement le plus connu de tous.

Son adhésion au PLQ serait carrément une gifle pour Bernard Landry, qui, encore hier, présentait le rapport de la commission Séguin sur le déséquilibre fiscal comme LA référence.

M. Séguin avait obtenu ce mandat dans les premières semaines qui ont suivi l'accession de Bernard Landry au poste de premier ministre. Ironiquement, le chef libéral, Jean Charest, avait décoché un trait acerbe à l'endroit de M. Séguin, soulignant que « M. Landry avait fait un chômeur de moins ». Par la suite, toutefois, M. Séguin s'était passablement rapproché du Parti libéral et de son chef. Il s'est montré très « collaborateur », indique-t-on chez les libéraux, quand il dirigeait la commission, reprenant des aspects importants des propositions libérales dans son rapport final. Il a même tenu mordicus à ce que ses conclusions précisent que la démarche du gouvernement québécois devait se faire dans un contexte de maintien du fédéralisme. Il a en outre accepté de faire une présentation au conseil général du Parti libéral l'automne dernier.

Hier, M. Séguin a souligné qu'il n'avait pas envisagé, jusqu'à récemment, de revenir en politique et qu'il se donnait « encore quelques

jours » pour prendre sa décision. Interrogé sur les conséquences de sa décision pour sa femme, l'avocate Marie-José Nadeau, secrétaire d'Hydro-Québec, M. Séguin a dit « oser croire » qu'il n'y aurait pas de représailles à son endroit de la part du gouvernement du Parti québécois. « Mme Marois a sa carrière comme M. Claude Blanchet, je ne crois pas que ce soit un problème de nos jours », a-t-il souligné.

L'ancien titulaire du ministère du Revenu puis de celui du Travail sous Robert Bourassa a été courtois par les trois partis. Il a toutefois soutenu sans hésitation jusqu'à ces dernières semaines qu'il n'avait pas l'intention de revenir en politique. Durant son mandat à la commission sur la fiscalité, M. Séguin a été gravement malade : un empoisonnement du sang par staphylocoque l'a terrassé pendant quelques mois et forcé à « réévaluer l'importance de la vie professionnelle dans l'ensemble de sa vie ».

Ministre démissionnaire du gouvernement Bourassa en 1990, Yves Séguin avait toujours rêvé du poste des Finances, que le premier ministre avait alors réservé au regretté Gérard D. Levesque. Dans les cercles gouvernementaux, on soutenait à l'époque que M. Séguin avait claqué la porte parce qu'on lui avait refusé ce poste. Mais sa sortie de la vie politique coïncidait avec la décision de Robert Bourassa d'harmoniser la fiscalité québécoise à la nouvelle TPS fédérale, un geste qu'il réprouvait.

lui a glissé à l'oreille qu'il s'agissait d'un vote stratégique pour les groupes de femmes. « Ne me parlez pas des groupes de femmes », a alors répliqué M. Landry, ajoutant : « Moi, j'aime mieux rencontrer le président de la Sun Life. »

Pressé de questions en conférence de presse, le premier ministre a plus tard cherché à diluer ses propos. « Je faisais allusion à des personnes qui n'ont pas été loyales envers moi, qui sont venues dans mes bureaux il y a quelque temps et qui ont déformé mes paroles. Ne généralisez pas ! » a lancé M. Landry à l'endroit des journalistes.

Visiblement piqué au vif, il a ajouté : « Je n'aime pas qu'on vienne dans mon bureau, qu'on ressorte quelques jours après et qu'on travestisse mes paroles. C'est très vilain et c'est pour ça que j'ai refusé de m'excuser auprès de qui-conque. J'ai regretté que certaines aient travesti mes paroles et je le regrette toujours. »

Il y a moins de trois semaines, lors d'une rencontre avec des groupes de femmes sur le dossier de la pauvreté, le premier ministre avait déclaré : « Si les oiseaux, avec la cervelle qu'ils ont, nourrissent leurs enfants le matin, comment se fait-il qu'il y a encore du monde qui ne nourrisse pas leurs enfants. Se peut-il qu'il s'agisse d'un problème de société ? Si c'est un problème d'argent, il faut le régler. »

Curieusement, aucune des femmes présentes à cette réunion ne se souvient de cette question d'argent amenée par le premier ministre, mais toutes se souviennent des « cervelles d'oiseaux ».

La nouvelle sortie de M. Landry

## LANDRY

Suite de la page A1

hier « réitère son mépris », estime maintenant la porte-parole pour la Coalition des assistés sociaux, Nicole Jetté. « Cela ne vous incite pas à aller voter, cette arrogance est très décevante », a-t-elle confié.

La présidente de la Fédération des femmes du Québec, Vivian Barbot, a pour sa part déclaré : « C'est dommage que M. Landry remette ça sur le tapis. L'arrogance ne paie jamais. Les femmes qui étions là avons toutes dit la même chose, nous avons dit ce que nous avons compris. Il aurait dû dire qu'il ne pensait pas ce qu'il disait. »

Les propos d'hier risquent de poursuivre le premier ministre dans les premiers jours de la campagne électorale et, pour l'heure, de faire oublier quelque peu la conciliation famille-travail sur laquelle il voulait miser pour séduire les jeunes familles.

À quelques jours du signal de départ, le premier ministre a d'ailleurs dressé hier la liste de quelques enjeux majeurs pour le bénéfice de ses militants. Outre la conciliation famille-travail, la santé sera un thème majeur, mais il n'est pas question de choisir un seul cheval de bataille comme les libéraux, parce que ce serait irresponsable, a-t-il indiqué.

« Le Parti libéral veut parler beaucoup de santé. Nous serons au rendez-vous pour en parler, sauf que je fais une petite mise en garde au Parti libéral. Quand on parle de santé, c'est pour servir les malades, et non pas des intérêts électoraux pouvant venir d'un certain mécontentement », a ajouté M. Landry.

Le premier ministre s'est par ailleurs fait rassurant sur l'implantation d'une caisse-santé, proposition

adoptée par une majorité de militants hier. Il s'agit d'un outil visant à assurer la transparence, comme au temps de Jean Lesage, et elle « n'aura pas pour effet d'augmenter le fardeau fiscal des Québécois », a-t-il promis.

En plénière, les quelque 1000 délégués et militants ont aussi discuté longuement de la modernisation des institutions démocratiques, moins de deux semaines après la tenue, à Québec, des états généraux sur cette question.

La prochaine élection sera sans doute la dernière à avoir lieu sans éléments de proportionnelle, a commenté par la suite M. Landry. « La probabilité est haute que l'Assemblée nationale — mais il faut évidemment le concours des autres partis, on ne change pas une chose aussi fondamentale sans avoir un certain consensus — devrait se diriger vers un système comportant des éléments de proportionnelle. »

Si les militants, après de vives discussions, ont rejeté la création d'une armée dans un Québec souverain, ils ont adopté l'idée d'une constitution qui devrait être approuvée par la population au moyen d'un référendum. Une proposition qui plaît aussi à M. Landry.

« La nation québécoise y trouverait cohérence et réconfort en ayant sa constitution qui dirait clairement un certain nombre de choses dans l'existence de cette nation qui est consensuelle maintenant au Québec. Tout le monde ou presque est d'accord, et si tout le monde est d'accord, qu'on le dise, et ça rendra plus complexe au gouvernement central la tâche de nier notre existence nationale comme ils le font régulièrement. »

Avec la collaboration de Denis Lessard

## PRÊTS

Suite de la page A1

Charest à ses militants. « Il vaut mieux être un vieux parti avec de bonnes idées qu'un jeune parti aux vieilles idées », a-t-il dit.

Ce fut la seule véritable flèche envoyée en direction de l'ADQ. La formation politique à battre est clairement devenue le gouvernement du Parti québécois aux yeux des stratèges libéraux : un gouvernement qui ne travaille que pour « sa gloire et son option », ajoute le chef.

Il a dénoncé les « 36 limousines garées devant l'Assemblée nationale » pendant que des « Québécois attendent 36 heures dans des salles d'attente d'hôpitaux ». Par conséquent, il promet un gouvernement libéral dans « 36 jours ».

Son parti a été à l'écoute des Québécois durant les cinq dernières années et est donc en mesure de promettre des « valeurs connues et sûres » aux électeurs. « La santé pour tous les Québécois », reste évidemment la priorité, mais le PLQ s'est aussi engagé à diminuer de cinq milliards en cinq ans les impôts des contribuables les plus taxés d'Amérique du Nord.

Pendant ce temps, ironise M. Charest, « quand les péquistes disent qu'ils ne baisseront pas les impôts, vous pouvez les croire sur parole ». Enfin, aux régions, pour contrer l'exode, il promet « plus d'enfants qui naissent que d'enfants qui partent ».

La perspective d'un conflit fragile également Tony Blair, qui a enregistré la démission hier du député travailliste Andrew Reed de son poste de secrétaire privé parlementaire au cabinet de la ministre de l'Environnement, Margaret Beckett. La ministre au Développement international, Clare Short, a déclaré hier qu'elle quitterait son poste en cas de guerre en Irak sans l'aval de l'ONU et dénoncé « la situation profondément dangereuse » dans laquelle se trouve son gouvernement.

Quatre autres collègues de M. Reed envisagent de faire de même, selon un journal dominical. L'ancien secrétaire aux Forces armées, Doug Henderson, a averti de son côté qu'environ 150 députés travaillistes pourraient se rebeller contre Tony Blair en cas d'attaque en Irak sans seconde résolution à l'ONU.

Alors que le parlement turc n'a pas autorisé le déploiement de troupes américaines en Turquie, de mystérieux débarquements de matériel militaire américain, filmés de loin par la télévision, se poursuivaient, suscitant un malaise à Ankara. Selon les Américains, « il ne s'agit pas de troupes de combat mais de personnel et d'équipements militaires » dont le déploiement a fait l'objet d'un accord gouvernemental.

## WASHINGTON

Suite de la page A1

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Iouri Fedotov, avait affirmé samedi que la Russie était déterminée à faire « tout ce qui est en son pouvoir » pour bloquer le projet de résolution lançant à l'Irak un ultimatum pour désarmer avant le 17 mars. Cependant, le magazine Time, qui cite un responsable non identifié de la Maison-Blanche, a affirmé hier que M. Poutine avait assuré à George Bush que la Russie n'utiliserait pas son droit de veto.

Au Vatican, le pape Jean-Paul II a déclaré hier au cours de l'angélus que le choix entre la paix et la guerre revenait à un choix entre le bien et le mal. Sa voix rejoint celle de milliers de femmes qui ont manifesté samedi dans plusieurs villes des États-Unis contre une guerre dans le Golfe.

Le quotidien New York Times a, de son côté, pris position dans un éditorial contre toute action unilatérale américaine en Irak.

De plus, le sénateur démocrate Carl Levin, membre influent de la commission des Forces armées du Sénat, a affirmé qu'une guerre en Irak sans le feu vert des Nations unies provoquerait une augmentation du terrorisme contre les États-Unis. Les risques d'une telle guerre sans l'aval du Conseil de sécurité sont « énormes » alors que l'Irak ne représente pas une menace immédiate pour les États-Unis, a souligné M. Levin, qui s'exprimait sur la chaîne de télévision CNN.

## Le FBI informé d'un complot visant à assassiner Trudeau en 1969

Presse Canadienne

WASHINGTON — Un coup de fil en provenance d'une cabine téléphonique située en Californie, en 1969, a convaincu le patron du FBI, J. Edgar Hoover, que deux hommes se dirigeaient vers le Canada dans le but d'assassiner le premier ministre Pierre Trudeau.

M. Hoover a alors dépêché des agents aux États-Unis dans le but de localiser au moins deux individus soupçonnés d'avoir pris part au complot. Au bout de quatre jours, il mettait un terme à cette chasse à l'homme, lancée à la suite d'un appel téléphonique reçu par la police d'Ottawa, le 25 avril 1969.

Une enquête subséquente a permis de croire à une possible impli-

cation du Parti nazi américain. Tous ces renseignements sont inclus dans un dossier monté par le FBI — le Bureau fédéral d'enquêtes — au sujet de M. Trudeau, obtenu par la Presse Canadienne en vertu de loi américaine d'accès à l'information.

L'essentiel de ce dossier avait été rendu disponible à la suite du décès de l'ancien premier ministre, en octobre 2000. Les documents avaient permis d'apprendre que M. Hoover avait confié à des espions la tâche de surveiller M. Trudeau dès 1951 parce qu'il croyait que ce dernier était communiste.

Il y a deux ans, des pressions ont été effectuées auprès du FBI afin que le service fédéral dévoile davantage d'informations.

## Concert de Youssou N'Dour Précision

EN PAGE E3 de notre numéro d'hier, nous annonçons l'annulation du concert de Youssou N'Dour. Une erreur s'est glissée dans l'article. Les détenteurs de billets pour le concert annulé du 10 avril au Métropolis pourront se faire rembourser au point d'achat seulement et non pas dans tous les points de vente des billets de l'Équipe Spectra, comme nous l'avons écrit hier. Toutes nos excuses.

## La procédure de vote au Conseil de sécurité

DEMAIN, un projet de résolution sanctionnant une action militaire en Irak après le 17 mars sera soumis au vote des 15 membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Petit examen de la procédure qui mènera à l'adoption ou au refus de la proposition des États-Unis, de l'Espagne et du Royaume-Uni.

> Le projet de résolution sera remis au président du Conseil. Depuis la semaine dernière, c'est la Guinée qui joue ce rôle.

> C'est à ce moment que les représentants des autres pays membres peuvent présenter des amendements à la proposition principale.

> Des délibérations à huis clos suivront.

> Les délibérations seront suspendues à plusieurs reprises pour que les pays membres échangent, négocient et consultent d'autres pays non membres.

> Des votes sur les amende-

ments pourront être demandés par le président du Conseil.

> Une fois le sort des amendements fixé, le président arrêtera l'heure du vote sur la proposition principale.

> À tout moment avant le vote, les pays commanditaires d'un projet de résolution peuvent la retirer.

> Le vote se fait à main levée.

> Pour qu'une résolution soit acceptée, elle doit recevoir neuf

votes en sa faveur en plus de celui des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

> Sept abstentions peuvent suffire à faire échouer un projet de résolution.

> Chacun des cinq membres permanents du Conseil a droit de veto. Il s'agit de la Chine, de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis et de la Russie.

> Une fois acceptée, la résolution reçoit un numéro (ex. résolution 1441) et entre en vigueur.



# IRAK LE COMPTE À REBOURS



« Nous ne savons pas exactement ce qui reste. Mais, encore une fois, il (Saddam Hussein) a bougé. Et je maintiens que c'est parce que les Américains ont déployé des troupes en grand nombre, sinon il ne se serait probablement rien passé. »

— Jean Chrétien  
Premier ministre du Canada

« Je suis encouragé par les discussions que nous avons (...) nous devrions avoir neuf ou 10 votes favorables (au Conseil de sécurité). »

— Colin Powell  
Secrétaire d'Etat des États-Unis

« Si les États-Unis ignorent le Conseil de sécurité et lancent une attaque unilatéralement, les premières victimes du conflit seront les États-Unis eux-mêmes. »

— Le New York Times

## EN BREF

### Pas de veto de la Russie

LE PRÉSIDENT russe Vladimir Poutine a assuré à son homologue américain George W. Bush que la Russie n'utilisera pas son droit de veto pour bloquer, au Conseil de sécurité, une proposition américaine ouvrant la voie à une guerre en Irak, a affirmé hier le magazine américain *Time*. — AP

### Un veto français semble inévitable

ÉDOUARD BALLADUR a estimé hier que « tout conduit » à un veto français au Conseil de sécurité contre le projet de résolution américano-britannique sur l'Irak. « On peut le regretter, mais il y a des moments où il faut savoir prendre ses responsabilités », a dit M. Balladur. L'ancien premier ministre a assuré qu'il n'était « pas fataliste » ni « résigné » au veto. « Mais à ce moment-là, il faut que clairement les Américains renoncent à vouloir imposer dans les huit jours un calendrier qui ressemble à un ultimatum. » — AP

### La Chine souhaite éviter la guerre

ESTIMANT que les inspections en désarmement produisent leurs fruits en Irak, le président chinois Jiang Zemin a déclaré hier au premier ministre britannique Tony Blair que la communauté internationale devait prendre « autant de temps que nécessaire » pour éviter une guerre. L'entretien téléphonique entre les deux hommes a été annoncé par l'agence de presse officielle Chine Nouvelle et le ministère des Affaires étrangères. Ce dernier a précisé que Jiang Zemin avait souligné qu'un recours à la force militaire ne résoudreait pas les problèmes internationaux. — AP

### Le pape à la recherche de la « vraie paix »

LE PAPE JEAN PAUL II a déclaré hier au cours de l'angélus que le choix entre la paix et la guerre dans l'actuelle situation internationale était aussi le choix entre le bien et le mal. « Dans l'actuel contexte international, on ressent plus fortement l'exigence de purifier la conscience et de convertir le cœur à la vraie paix. Dans le for intérieur de chaque personne sonnent la voix de Dieu et celle, insidieuse, du Malin », a-t-il dit aux pèlerins rassemblés place Saint-Pierre, citant des passages allégoriques de l'Évangile de Marc. — AFP

### Quelques semaines de réserves alimentaires pour l'Irak

ALORS QUE l'encerclement militaire de l'Irak se renforce, la mobilisation humanitaire est loin de pouvoir faire face à une situation qui s'annonce « catastrophique » pour des millions d'Irakiens en cas de guerre, a souligné hier l'ONU à Bagdad. Selon Véronique Taveau, porte-parole du coordinateur humanitaire de l'ONU (UNOCHA), la majorité des Irakiens qui dépendent des rations alimentaires distribuées par le gouvernement sous supervision internationale n'ont que quelques semaines de réserves. — AFP

## EN ENTREVUE AU RÉSEAU AMÉRICAIN ABC

# Les États-Unis ont déjà remporté la guerre, affirme Jean Chrétien

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Jean Chrétien est catégorique : les États-Unis ont d'ores et déjà remporté la guerre contre Saddam Hussein sans même avoir lancé un seul missile en direction de l'Irak.

Le premier ministre juge donc inutile que le président George W. Bush ordonne l'invasion de l'Irak au cours des prochains jours compte tenu du fait que Saddam Hussein est coincé entre 250 000 soldats américains et britanniques, d'une part, et les inspecteurs en désarmement des Nations unies, d'autre part.

M. Chrétien a tenu ces propos lors d'une entrevue de 15 minutes diffusée hier sur le réseau américain ABC, quelques heures avant que les États-Unis, appuyés par la Grande-Bretagne et l'Espagne, ne forcent le Conseil de sécurité des Nations unies à voter sur une deuxième résolution autorisant l'usage de la force contre l'Irak.

« Saddam ne peut plus rien faire. Il a des troupes à ses portes et des inspecteurs sur le terrain. Des avions survolent son territoire et il ne peut rien faire. Alors, il a commencé à détruire ses missiles. Il n'y a aucun danger nucléaire là-bas. Il a dû détruire », a déclaré M. Chrétien à George Stephanopoulos, l'animateur de l'émission *This Week*.

« Nous ne savons pas exactement ce qui reste. Mais, encore une fois, il (Saddam Hussein) a bougé. Et je maintiens que c'est parce que les Américains ont déployé des troupes en grand nombre, sinon il ne se serait probablement rien passé. Vous savez, les Américains ont gagné, je le répète sans cesse au Canada, vous avez gagné la guerre froide sans un char d'assaut, sans un missile et sans perdre une seule vie. Et c'est la même chose en Irak, selon moi. Vous avez gagné en grand », a ajouté M. Chrétien.

Cela dit, le premier ministre a laissé entendre que George W. Bush, à la lumière des propos que ce dernier a tenus lors d'une conférence de presse aux heures de grande écoute jeudi dernier, à la Maison-Blanche, a tout de même pris la décision d'attaquer l'Irak, malgré les progrès en matière de désarmement dont a fait état l'inspecteur en chef Hans Blix dans son dernier rapport, vendredi, au Conseil de sécurité.

Le premier ministre a donc soutenu qu'il ne pouvait pas faire grand-chose pour éviter une guerre en Irak malgré l'impasse qui subsiste au Conseil de sécurité entre les faucons et les colombes sur la question irakienne.

Même s'il a louangé la stratégie militaire du président Bush, qui a déployé plus de 200 000 soldats aux portes de l'Irak, forçant ainsi Saddam Hussein à

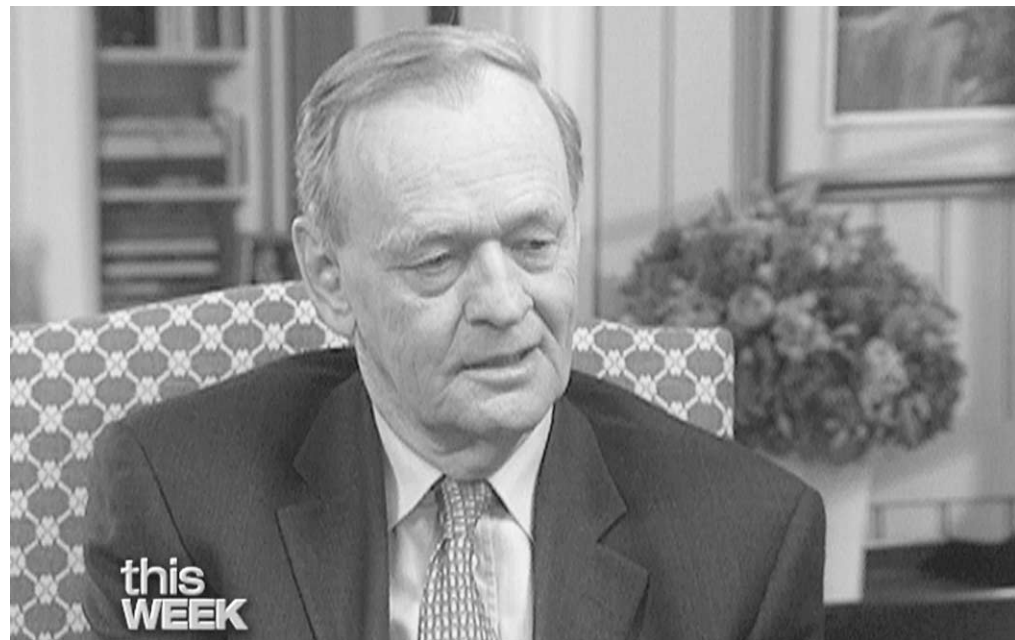


Photo PC

Même s'il a louangé la stratégie militaire du président Bush, qui a déployé plus de 200 000 soldats aux portes de l'Irak, forçant Saddam Hussein à commencer à détruire ses armes, M. Chrétien, invité de l'émission *This Week*, n'a pu s'empêcher de critiquer les velléités des États-Unis de changer le régime au pouvoir en Irak.

commencer à détruire ses armes, M. Chrétien n'a pu s'empêcher de critiquer de nouveau les velléités des États-Unis de changer le régime au pouvoir en Irak.

Selon le premier ministre, cela risque de créer un « dangereux » précédent et d'ouvrir la voie à l'anarchie sur la scène internationale en faisant des Nations unies une institution carrément impotente.

« C'est une des préoccupations qu'ont beaucoup de gens, vous savez. La Chine pourrait dire : Nous avons un problème quelque part et, vous savez, nous n'aimons pas le régime et nous allons changer le régime. C'est pourquoi c'est dangereux. Vous savez, tout le monde va se servir de cela comme prétexte », a déclaré M. Chrétien.

Invité par M. Stephanopoulos, qui a déjà été porte-parole de l'ancien président américain Bill Clinton, à préciser davantage sa pensée, M. Chrétien a ajouté : « C'est quelque chose qui me rend mal à l'aise et je l'ai dit au Canada, et je l'ai dit à tout le monde, parce que cela s'arrête où ? Vous savez, s'il est acceptable de faire cela à cet endroit, pourquoi pas ailleurs ? »

Le premier ministre n'a pas manqué de relever que les États-Unis semblent isolés sur cette épineuse question, d'autant plus que le gouvernement de la Grande-Bretagne, le principal allié des Américains, a déclaré la semaine dernière que son objectif se limitait à forcer Saddam Hussein

à désarmer et non à le renverser du pouvoir.

Durant l'entrevue, M. Chrétien a réitéré qu'une invasion militaire par les États-Unis sans l'aval du Conseil de sécurité sera un coup dur pour les Nations unies. « Ce serait plutôt mauvais parce que, vous savez, les Américains sont la seule superpuissance en ce moment. Et tout le monde... Il faut être réaliste, cela rend certains nerveux », a-t-il commenté.

M. Chrétien a d'ailleurs profité de l'occasion pour répéter que le Canada ne participera à aucune offensive militaire en Irak sans que celle-ci soit autorisée par le Conseil de sécurité.

Il a soutenu que le refus de son gouvernement de participer directement à l'effort de guerre ne nuira pas aux relations entre les deux pays. Mais il a précisé plus tard que le Canada pourrait participer à une force de maintien de la paix en Irak une fois la guerre terminée. « Vous savez, nous sommes très forts là-dessus. (...) Les Canadiens sont toujours volontaires. »

Durant l'entrevue, le premier ministre a fait valoir que seul Saddam Hussein avait le pouvoir d'éviter la guerre en respectant rapidement toutes ses obligations en matière de désarmement.

Il a soutenu que les centaines de milliers de soldats qui sont massés à la frontière de l'Irak font en sorte que Saddam Hussein n'a aucune chance de sortir vainqueur de la bataille, qui semble imminente.

## Une semaine mouvementée

LAURA-JULIE PERREAULT

**Aujourd'hui**  
> Réunion des 15 membres du Conseil de sécurité. Cette journée sera un marathon de tractations pour le camp de la guerre et celui de la paix.

**Mardi 11 mars**  
> Vote probable sur la résolution présentée par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne au Conseil de sécurité et sur l'amendement anglais qui fixe au 17 mars la date butoir du processus diplomatique.

> Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, laisse entendre qu'en cas de défaite, les Américains et ses alliés pourraient intervenir par la force avant cette date.

> Les membres de la Ligue arabe rencontrent Saddam Hussein à Bagdad.

**Mercredi 12 mars**  
> En cas d'amendements supplémentaires au projet de résolution, les délibérations pourraient s'étirer et le vote pourrait avoir lieu mercredi.

> Si le Conseil de sécurité s'entend sur une date butoir, les diplomates, les travailleurs humanitaires et les ressortissants étrangers auront quelques jours pour évacuer le pays.

**Vendredi 14 mars**  
> Le Conseil de sécurité pourrait demander un autre rapport au chef des inspecteurs des Nations unies, Hans Blix, et au directeur général de l'Association internationale de l'énergie atomique, Mohamed ElBaradei.

**Lundi 17 mars**  
> Date butoir proposée par les Britanniques pour que l'Irak fasse la preuve qu'il ne possède pas d'armes de destruction massive.

> L'opération militaire, menée par les États-Unis, pourrait commencer en soirée ou le matin du 18 mars.

**Vendredi 21 mars ou vendredi 28 mars**  
> Ces deux dates butoirs pourraient être proposées par les pays indécis qui ne sont pas prêts à donner le feu vert à une intervention américaine le 17 mars. Le 28 mars est la date suggérée par le Canada.

## Qu'est-ce qui rend l'hiver plus doux pour votre budget?



# LA SENTRA DE NISSAN

- Climatiseur • Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD
- Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux
- Pneus toutes saisons de 15 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Essuie-glaces à balayage intermittent
- Dossier arrière rabattable 60/40 • Et beaucoup plus!

En location  
**219\$**  
/MOIS\*

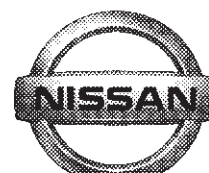
**0\$** dépôt de sécurité!  
Comptant initial de **995\$**  
Transport et préparation inclus!

**1,8%**  
financement à l'achat\*\*

**AUCUN PAIEMENT PENDANT 90 JOURS**  
sur financement à l'achat!

\*L'offre « Aucun paiement pendant 90 jours » s'applique à tous les modèles Sentra 2002-2003 dont le financement à l'achat est assuré exclusivement par les services NCFI. Aucun intérêt les 60 premiers jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par l'acheteur. Après 60 jours, l'acheteur doit payer mensuellement le capital et les intérêts conformément aux termes prévus au contrat. Location de 48 mois pour la Sentra LE 2003 - Option Plus + (CAGLES BK00). Acompte ou échange équivalent de 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurance, frais d'enregistrement RDPRM, obligations sur pneu neuf et frais du concessionnaire en sus. Sur approbation du créancier. \*\*Taux de financement de 1,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 48 mois. Frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Offre d'une durée limitée. Les concessionnaires peuvent vendre/louer à prix moindre. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Nissan, le logo Nissan, la signature « DÉCOUVRIR... » et le nom du modèle Nissan sont des marques de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122



3108248A

3108274



# IRAK LE COMPTE À REBOURS



## « Saddam a déjà perdu »

— Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan



ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale

### AU KURDISTAN

DOKAN (Kurdistan irakien) — À l'aube de la guerre, les 3,7 millions de Kurdes du nord de l'Irak oscillent entre l'espoir et le doute. Pour mieux saisir leur situation, *La Presse* a rencontré Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux factions kurdes qui dirigent la région autonome protégée par une zone d'exclusion aérienne depuis 1991. Cet entretien a été réalisé dans la résidence de M. Talabani à Dokan, en collaboration avec *Le Monde*.

**Q** Après toutes ces années de souffrances sous la dictature, pensez-vous que, bientôt, le peuple kurde sera enfin libéré du joug de Saddam Hussein ?

**R** M. TALABANI : Nous pensons que la guerre est imminente. Il est impossible qu'elle soit retardée, même si la France utilise son veto au Conseil de sécurité des Nations unies. La guerre approche, et personne — surtout pas nous, pauvres Kurdes — ne peut l'empêcher. Pour la première fois, les États-Unis ont clairement affirmé qu'ils sont en faveur d'une fédération démocratique irakienne. Pour nous, cette reconnaissance de la plus grande puissance du monde est très importante.

**Q** Croyez-vous que le régime tombera rapidement ?

**R** Oui, c'est un régime très faible, totalement isolé, détesté par son peuple. Personne ne voudra se sacrifier pour ce régime, d'autant plus que tout le monde sait que la guerre est déjà perdue pour Saddam Hussein. Qui peut battre les États-Unis ?

**Q** Les peshmergas kurdes combattront-ils les troupes irakiennes aux côtés des Américains ?

**R** Nos peshmergas formeront une force défensive. Nous protégerons notre région libérée, mais nous ne combattrons pas l'armée irakienne. Jusqu'à maintenant, les Américains ne nous ont pas demandé de coopérer avec eux sur le plan militaire.

**Q** Ne craignez-vous pas que Washington impose un régime militaire à Bagdad après la chute de Saddam Hussein ?

**R** Nous communiquons régulièrement avec plusieurs responsables américains de haut niveau, à la Maison-Blanche, au Pentagone et au département d'État. Leur objectif est l'instauration d'un régime démocratique, parlementaire et pluraliste en Irak. Pour nous, tout cela est désormais très clair et les récentes déclarations du président George W. Bush ont chassé les dernières inquiétudes des Kurdes à ce propos.

**Q** Les États-Unis pourraient être tentés de s'incruster au pays après la guerre. Une présence prolongée des troupes américaines en sol irakien vous inquiète-t-elle ?

**R** Nous aurions préféré qu'il n'y ait pas de forces étrangères en Irak. Depuis des années, nous avons lutté contre Saddam Hussein. Mais le peuple irakien ne peut, seul, renverser cette dictature. Il y aura une guerre. Nous ne l'avons pas décidée. Mais si elle permet de remplacer la dictature par un système démocratique, ce sera dans l'intérêt de tous les Irakiens. Nous pensons que les troupes américaines devront quitter le pays le plus tôt possible après la chute de Saddam et la destruction des armes de destruction massive cachées au pays. Je crois par ailleurs qu'en cette ère de globalisation, il n'y a plus lieu d'utiliser les tactiques colonialistes du siècle dernier, qui consistaient à occuper un pays pour s'en approprier les richesses.

**Q** Les Kurdes irakiens disent avoir été trahis à deux reprises par les Américains. D'abord en 1975, lors de la signature des accords d'Alger, soutenus par Washington. Ensuite, lors du soulèvement kurde de 1991, réprimé par Bagdad après que les Américains vous eurent abandonnés à votre sort. Cette fois, croyez-vous pouvoir faire confiance aux États-Unis ?

**R** Tout cela n'est que de la propagande anti-américaine. Nous n'avons jamais été trahis par les États-Unis. En 1975, c'est le



Jalal Talabani, président de l'UPK.

shah d'Iran qui nous a laissés tomber. À l'époque, nous n'avions signé aucune entente avec les États-Unis, pas plus qu'en 1991. Lors de la guerre du Golfe, nous avons refusé de nous joindre à l'offensive contre Saddam Hussein car nous craignons d'être la cible d'une attaque aux armes chimiques. Après la guerre, les Américains ne nous ont jamais demandé de nous rebeller ; ce fut notre propre décision. Comment pourrions-nous les blâmer de ne pas avoir soutenu notre soulèvement alors que nous leur avons refusé notre coopération ? D'autre part, soyons honnêtes : depuis 12 ans, la zone d'exclusion aérienne établie par les forces alliées nous permet de jouir d'une liberté et d'une prospérité sans précédent. Si je vous reçois dans mon bureau, c'est grâce à la protection des Américains et des Britanniques.

**Q** Quelle est votre position sur la question d'une possible intervention militaire turque au Kurdistan ?

**R** Nous sommes opposés à la présence de toute force régionale au Kurdistan irakien ; seuls les soldats américains devraient pouvoir entrer sur notre territoire. Dans le cas d'une intervention militaire turque, nous tenterons de limiter les dégâts en faisant pression auprès de Washington et d'Ankara, mais nous n'avons pas l'intention de combattre. Nous voulons éviter que les troupes turques tentent de désarmer nos peshmergas et d'abolir notre système démocratique. Cela dit, si la Turquie obtient le feu vert américain, je crois que ses troupes entreront au Kurdistan irakien. Mais elles n'auront pas les mains libres.

**Q** Dans un futur État fédéral irakien, ne craignez-vous pas de perdre une partie de l'autonomie gagnée par les Kurdes depuis la création de la zone d'exclusion aérienne ?

**R** Bien sûr, nous jouissons aujourd'hui d'une indépendance de facto, mais nous voulons nous joindre à l'Irak et avoir notre rôle à jouer au sein du gouvernement central. Pour cela, nous devons perdre une partie de notre autonomie. Nous sommes prêts à faire des compromis, mais nous conserverons notre droit à l'autodétermination au sein d'une fédération.

**Q** Au Kurdistan irakien, deux factions, la vôtre (UPK) et celle de Massoud Barzani (Parti démocratique du Kurdistan, PDK), se sont livrés une guerre fratricide entre 1994 et 1996. Aujourd'hui, les deux factions affichent une unité nouvelle. Avez-vous tiré un trait définitif sur le passé ?

**R** Au sein de l'opposition irakienne, les gens sont surpris de voir à quel point nous sommes unis après toutes ces années de conflits. Aujourd'hui, nous avons de très bonnes relations, et nous sommes d'accords sur les principaux enjeux de l'après-Saddam. Nous avons réuni le Parlement (le 4 octobre 2002), et nous nous sommes entendus pour réunir le gouvernement. Bien sûr, les conflits qui nous ont opposés sont une page regrettable de notre histoire. Aujourd'hui, nous déchirons cette page.

## Une guerre des nerfs sans précédent

Laura-Julie Perreault

« JAMAIS, AVANT cette semaine, on n'aura vu une confrontation diplomatique d'une telle ampleur entre les grands pays occidentaux depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nous allons assister à une véritable guerre des nerfs ! »

Le politologue Louis Balthazar ne mâche pas ses mots quand il parle du drame diplomatique qui s'engage dès aujourd'hui au Conseil de sécurité de l'ONU au moment où les grandes puissances du monde doivent décider du sort à court terme de l'Irak.

Selon le titulaire par intérim de la chaire d'études stratégiques Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal, même les conflits autour du canal de Suez, dans les années 50, n'arrivent pas à la cheville des tractations et des affrontements qui auront lieu au cours des prochains jours.

Les deux camps — les États-Unis et le Royaume-Uni d'un côté, la France, l'Allemagne et la Russie de l'autre — joueront leurs dernières cartes pour remporter la mise dans ce jeu dangereux.

Le premier bloc, George Bush à sa tête, soutient qu'il doit intervenir par la force le plus vite possible pour détruire les armes de destruction massive qu'il soupçonne Saddam Hussein d'avoir en sa possession.

Le deuxième bloc, Jacques Chirac en tête, fera tout pour donner plus de temps aux inspecteurs de l'ONU afin qu'ils déterminent si le régime de Saddam Hussein dispose bel et bien d'armes prohibées.

### Vote historique

Demain, les 15 membres du Conseil de sécurité seront invités à considérer une nouvelle résolution présentée par les Américains, les Anglais et les Espagnols et qui établit à lundi prochain, 17 mars, la date limite pour que Saddam Hussein prouve hors de tout doute qu'il ne dissimule aucune des armes chimiques, biologiques, balistiques ou nucléaires qui sont interdites à l'Irak depuis la dernière guerre du Golfe.

En cas de non-respect de cette résolution, une « action militaire » menée par les États-Unis se chargerait de désarmer l'Irak.

Déjà, les Français menacent haut et fort d'utiliser leur veto pour tuer dans l'oeuf cette proposition. L'Allemagne affiche son désaccord total, et la Russie et la Chine, deux membres permanents qui ne veulent pas recourir à leur veto, ont signifié leur désaccord. La Syrie, seul pays arabe membre du Conseil de sécurité, est du même avis.

Pour l'emporter, les Américains doivent donc obtenir neuf voix favorables. Disposant déjà du support des Anglais, des Espagnols et des Bulgares, les Américains doivent rallier à leur cause cinq des six pays indécis qui siègent au Conseil de sécurité. Hier, Colin Powell est en pourparlers avec ces « agents libres ».

« S'il réussit à se rallier les votes de ces pays et que la France impose son veto, le gouvernement Bush sera en bonne position devant sa population. Ce sera un gain moral, entaché par la mauvaise volonté de la France », souligne Louis Balthazar.

M. Balthazar et son collègue de McGill, Rex Brynen, doutent de la réalisation de ce scénario. Les pays africains au Conseil de sécurité — l'Angola, la Guinée et le Cameroun — auront tous reçu d'ici demain soir la visite du ministre des Affaires étrangères de la France, Dominique de Villepin. L'abstention de deux d'entre eux suffirait à noyer le projet de résolution.

Sami Aoun, spécialiste du Moyen-Orient à l'UQAM, croit cependant que ces pays pourraient suggérer une sortie de secours, demain soir.

« Il est fort possible qu'un pays comme le Mexique propose que la date butoir soit plutôt le 21 ou le 28, plutôt que le 17. Ce sont des dates acceptables pour les États-Unis, qui doivent agir avant le 5 avril pour des raisons météorologiques », avance M. Aoun.

Tous s'entendent pour dire que les conséquences à court terme pâlisent devant les cicatrices qu'aura laissées ce bras de fer sur le monde occidental.

« C'est le sort de l'OTAN, des Nations unies, du Conseil de sécurité et de l'Union européenne qui est en jeu », lance Rex Brynen.

« C'est le début de la fin de l'empire américain », conclut Sami Aoun.

ML350  
DÉSORMAIS  
DISPONIBLE  
649\$\*  
UNE VALEUR ÉQUITABLE

Luxueuse. Performante. Sécuritaire.  
Et en ce moment, particulièrement abordable.



► LA ML350 2003. Un taux de location-bail remarquablement faible est un attrait de plus qui rend la ML350 tout simplement irrésistible. Certes, son imposant moteur V6, son luxueux habitacle et ses caractéristiques de sécurité hors pair découlant d'une expertise propre à Mercedes-Benz ont déjà de quoi séduire. Mais, avouons-le, le côté si abordable de la ML350 en fait le summum. Et vous invite incontestablement à faire un essai routier. Mercedes-Benz. N'attendez plus.



Mercedes-Benz Montréal  
Automobiles Silver Star Inc.  
7800, boul. Décarie, Montréal  
(514) 735-3581

Mercedes-Benz West Island  
4525, boul. St-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
(514) 620-5900

Mercedes-Benz Laval  
2500, boul. Curé Labelle  
Laval  
(450) 681-2500

Mercedes-Benz Rive-Sud  
4844, boul. Taschereau  
Greenfield Park  
(450) 672-2720

© Mercedes-Benz Canada Inc. 2003, Toronto, Ont. \*Offre de durée limitée, sur approbation de Mercedes-Benz Crédit Canada Inc. Chez les concessionnaires participants seulement. Chiffres basés sur un bail de 36 mois à faible kilométrage pour une ML350 Élite 2003 neuve équipée de verre teinté avec valeur de reprise fixe, taux d'intérêt annuel de 5,9% et coût d'acquisition de 57 270\$, frais de transport et de préparation non compris. À la signature du bail, le client s'engage à verser : un acompte de 6 527,82\$ (ou reprise équivalente), la première mensualité de 649\$, un dépôt de garantie remboursable correspondant à environ un mois de location, les frais de transport et de prélocation, les taxes en vigueur et les frais d'enregistrement et d'immatriculation. Le client accepte de faire 36 versements égaux de 649\$, représentant un total de 23 364\$ plus les frais d'enregistrement et les taxes en vigueur. Les frais d'assurance, d'entretien et de réparation sont à la charge du client. [Pour le Québec, voir en page 1 du contrat de bail pour plus de détails sur les termes et conditions.] Si le client décide de ne pas acheter le véhicule en fin de bail, il s'engage à rendre ledit véhicule au concessionnaire et est responsable pour tout kilométrage au-delà de 54 000 km, au coût de 20¢ le km, ainsi que, le cas échéant, pour tout excès d'usure et d'utilisation. [Pour le Québec, voir en page 2 du contrat de bail pour plus de détails sur les degrés d'utilisation courants et les coûts entraînés au-delà de la normale.] Le client a l'option d'acheter le véhicule en fin de bail pour la somme de 34 934,70\$, plus les frais et les taxes en vigueur, sauf au Manitoba où l'option d'achat n'est pas possible. Les options sont en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix de location moindre. Détails auprès du concessionnaire.



# IRAK LE COMPTE À REBOURS



## Le *New York Times* dit non à la guerre

Associated Press

NEW YORK — Le *New York Times* dit non à une guerre en Irak : dans un éditorial publié hier, le quotidien américain descend en flammes la position de la Maison-Blanche et prend fermement position contre une intervention militaire qui ne bénéficierait pas d'un « large soutien international ».

« Si les États-Unis ignorent le Conseil de sécurité et lancent une attaque unilatéralement, la première victime du conflit sera les États-Unis », prévient le quotidien de référence de la côte Est.

Pour le *New York Times*, « quand le motif est flou ou fondé sur des arguments suspects, il est temps d'arrêter et de chercher d'autres moyens, moins extrêmes, d'atteindre ses objectifs ».

Le journal juge que le rapport des responsables des inspections présenté vendredi devant le Conseil de sécurité « a été d'une manière générale dévastateur pour la position américaine ». Il se prononce donc pour un « programme d'inspections beaucoup plus étendu et plus rigoureux, soutenu par un Conseil de sécurité ferme et uni ». « Malheureusement, en exigeant un changement de régime, M. Bush a rendu beaucoup plus difficile pour Washington l'adoption de ce genre de stratégie à long terme », déplore l'éditorial.

Le *New York Times* démonte l'argument de la Maison-Blanche sur la stabilisation du Moyen-Orient. « L'idée que la résolution des problèmes complexes et anciens de cette région commencerait par une rapide intervention militaire est à la fois séduisante et extrêmement dangereuse », juge le quotidien, qui remarque ironiquement que l'administration Bush n'a voulu prendre « aucun risque politique » pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien « et que, maintenant, le président explique qu'envahir l'Irak pourrait y parvenir ».

Il reste que George W. Bush veut « manifester » aller à la guerre, constate le quotidien. « Le fait que les Nations unies pourraient être affaiblies de façon irréparable n'affectera pas son électorat conservateur ni l'indignation à l'étranger ». Mais à long terme, remarque-t-il, « ce pays a besoin d'une institution internationale forte pour maintenir la paix et désarmer les tensions » ainsi que du soutien de ses alliés, comme le Pakistan, pour mener la guerre contre le terrorisme.

« Et il doit démontrer par l'exemple qu'il y a certaines règles que tout le monde doit suivre », conclut le journal, « dont la plus importante est que l'on n'envahit pas un pays sans le plus valable des motifs ».

## La Turquie a un nouveau premier ministre

### Recep Tayyip Erdogan reprendrait le vote au Parlement sur le déploiement des militaires américains

Agence France-Presse

SIIRT — Recep Tayyip Erdogan, le chef du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), élu député hier dans une élection partielle à Siirt (sud-est), a remercié dans une vidéoconférence entre la capitale Ankara et la province de Siirt « le peuple de 7 à 70 ans ».

Selon les résultats complets mais non encore officiels annoncés par le gouverneur de la province, l'AKP a remporté 84,7 % des voix contre 13,8 % pour le Parti républicain du peuple (social démocrate, opposition).

Il pourra ainsi devenir premier ministre de Turquie, en remplacement de son bras droit, Abdullah Gul, nommé à l'issue des législatives du 3 novembre, remportées par son parti avec 34 % des suffrages tout en promettant de s'effacer dès que M. Erdogan serait élu.

« Depuis Ankara, je présente mes remerciements au peuple de Siirt », a clamé M. Erdogan depuis le siège du Parti de la justice et du développement à Ankara, souhaitant que « cela porte chance au peuple de 7 à 70 ans ».

« Cette date du 9 mars est un tournant dans la lutte pour un état démocratique, un État de droit et

un État juste », a encore clamé Recep Tayyip Erdogan, suivi sur une place centrale de Siirt par plusieurs centaines de personnes.

L'AKP a remporté les trois sièges en jeu dans cette circonscription.

Le taux de participation a été de 62 %, a indiqué le gouverneur Nuri Okutan.

Au total 119 000 électeurs étaient appelés aux urnes pour pourvoir les trois sièges manquants du parlement turc.

Sur les 74 000 suffrages exprimés, l'AKP a recueilli 55 687 voix et le parti d'opposition républicain du peuple (CHP, social-démocrate) 9102 voix. Deux autres petits partis de gauche ont recueilli chacun quelque 400 voix.

La première décision que devrait prendre son prochain cabinet est de présenter de nouveau au Parlement une motion devant permettre le déploiement de dizaines de milliers de soldats américains en Turquie, en prévision d'une guerre contre l'Irak.

« Notre travail est difficile, notre route est longue », a lancé Recep Tayyip Erdogan à ses supporters, « mais nous avons le soutien du peuple et sa confiance en nous est totale », a encore dit M. Erdogan.

« Ce résultat est beau comme un

poème », a ironisé le leader de l'AKP, allusion à la citation d'un poème dans cette même ville, en décembre 1997, qui lui avait valu la prison et le bannissement politique.

Une première motion pour un déploiement de 62 000 fantassins sur le sol turc et l'envoi de soldats turcs dans le nord de l'Irak avait été rejetée à l'Assemblée le 1<sup>er</sup> mars par la majorité de l'AKP.

En raison de vices de procédure dans un village de cette région défavorisée, le haut conseil électoral avait annulé le vote de la circonscription de Siirt après les législatives de novembre.

M. Erdogan, déclaré inéligible en raison d'une condamnation pour des propos séditeux, n'avait pu être candidat en novembre dernier.

Mais à la faveur d'amendements constitutionnels adoptés par la nouvelle majorité parlementaire, M. Erdogan a pu se présenter à la députation, ironiquement dans la ville même où son discours de campagne en 1997 lui avait valu quatre mois de prison et le bannissement de la politique.

La passation de pouvoirs devrait intervenir la semaine prochaine après la publication, le 12 mars, des résultats officiels.

## Tony Blair en difficulté

### La ministre Clare Short menace de démissionner en cas d'attaque sans mandat de l'ONU

Associated Press

LONDRES — Une ministre du gouvernement britannique a annoncé hier qu'elle démissionnerait en cas de guerre en Irak sans mandat des Nations unies.

Clare Short, secrétaire au développement international, est la plus importante personnalité du gouvernement à annoncer son départ éventuel pour cause de désaccord avec la politique de Tony Blair. Des informations de presse ont fait état hier d'intentions similaires de la part de personnalités gouvernementales de rang moins élevé.

Short, qui est considérée comme l'un des membres du gouvernement les plus à gauche, avait déjà démissionné de son poste au Parti travailliste pour protester contre l'appui apporté à la guerre du Golfe de 1991.

« S'il n'y a pas autorité de l'ONU pour une action militaire ou s'il n'y a pas autorité de l'ONU pour la reconstruction du pays, je ne soutiendrai pas un viol du droit international ou cette atteinte portée à l'ONU et je démissionnerai du gouvernement », a déclaré M<sup>me</sup> Short sur la BBC.

Interrogée sur la question de savoir si elle estimait que la politique britannique était imprudente, elle a répondu : « J'ai bien peur de penser que c'est toute l'atmosphère de la situation actuelle qui est profondément imprudente, imprudente pour le monde, imprudente par l'atteinte portée à l'ONU dans ce monde désordonné, (...) imprudente de la part de notre gouvernement, imprudente pour son propre



Photo AP  
**Clare Short, secrétaire au développement international dans le cabinet Blair.**

avenir, sa position et sa place dans l'histoire. »

« Mon avis personnel est que permettre que le monde soit si profondément divisé (...) est très, très dangereux », a-t-elle ajouté. « Nous ne devons pas agir ainsi. »

Alors qu'on lui demandait si M. Blair et le ministre des affaires étrangères, Jack Straw, étaient au courant de son point de vue, elle a répondu qu'elle avait « une bonne

relation et des échanges fréquents avec eux deux ».

Dans l'entourage de Tony Blair, on indiquait que Clare Short n'avait pas averti à l'avance le premier ministre de la teneur de ses propos à la radio.

Cette déclaration survient après l'annonce de la démission d'Andrew Reed, « secrétaire parlementaire privé » (PPS, député détaché) auprès de la ministre de l'Environnement Margaret Beckett. Dans un communiqué diffusé sur son site Web, M. Reed a précisé qu'il s'en expliquerait aujourd'hui, tout en ajoutant qu'il soutenait totalement M. Blair « dans ses efforts visant à trouver une solution pacifique à la crise irakienne avec l'ONU ».

Quatre autres collègues de M. Reed envisagent de faire de même, selon un journal dominical.

L'ancien secrétaire aux Forces armées, Doug Henderson, a averti de son côté qu'environ 150 députés travaillistes pourraient se rebeller en cas d'attaque en Irak sans seconde résolution à l'ONU. Lui-même député du Labour, M. Henderson a affirmé que 95 % de la base du parti rejetait l'option unilatérale. « Le problème politique majeur est que, si une majorité de députés travaillistes est opposée au gouvernement et à la position que ce dernier défend sur l'Irak, je crois que le gouvernement aura un gros problème », a-t-il dit.

M. Blair avait déjà subi un sérieux revers le 26 février au sein de sa propre formation lorsque 122 députés travaillistes avaient refusé de voter au Communisme en faveur d'une action militaire unilatérale en Irak.

## L'OPEP prévoit un plan d'urgence pour produire plus de pétrole

NADRA SAOULI  
Agence France-Presse

VIENNE — Face à l'imminence d'une guerre en Irak, l'OPEP devrait affirmer demain à Vienne sa volonté de combler toute perturbation de l'approvisionnement en brut, mais, selon les experts, ses États membres produisent déjà presque à la limite de leur capacité.

Selon une source proche du cartel, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) va travailler à un « plan d'urgence » prévoyant mettre sur le marché 4 millions de barils par jour supplémentaires en cas de conflit.

L'Organisation est en mesure de produire « 4 millions » de barils par jour supplémentaires, a assuré le ministre algérien de l'Énergie, Chakib Khelil, à son arrivée hier dans la capitale autrichienne.

M. Khelil estime que la demande va chuter de 2 millions de barils (mb/j) par jour au deuxième trimestre pour des raisons saisonnières. L'OPEP disposerait donc d'une marge de manœuvre « de 6 mb/j » pour empêcher une rupture des approvisionnements.

Le ministre vénézuélien du Pétrole, Rafael Ramirez, s'est voulu tout aussi rassurant à l'avant-veille d'une réunion ministérielle ordinaire du cartel.

« Actuellement, le Venezuela a atteint un niveau (de production de pétrole) de 2,65 mb/j et nous sommes en train de rétablir toute notre production et nos exportations. » D'après lui, son pays, l'un des membres fondateurs de l'OPEP, devrait à nouveau pomper « à la fin

du mois » jusqu'à 2,918 mb/j de brut correspondants à son quota normal de production.

Selon lui, l'OPEP dispose d'« une capacité (supplémentaire) disponible pour stabiliser le marché, quelle que soit la situation ».

« Tous les pays membres, ou presque, produisent au maximum de leur capacité et ont par conséquent une marge de manœuvre limitée », affirme au contraire Frédéric Lasserre, de SG Equity Research.

« Le marché n'attend pas grand-chose de cette réunion. Les ministres pourraient annoncer qu'en cas de guerre, ils relèveraient ou suspendraient le plafond de production officiel, mais en réalité cela ne signifie pas grand chose car les pays membres produisent déjà au-delà de leurs quotas », a souligné Leo Drollas du Centre for global energy studies (CGES), à Londres.

L'analyste de SG Equity a relevé pour sa part que l'Arabie Saoudite « dispose d'encore un peu de flexibilité ».

Selon certains analystes, le royaume saoudien, chef de file de l'Organisation, aurait produit en février autour de 9 mb/j, ne disposant plus que de 1,5 mb/j de capacité de production inutilisée, niveau insuffisant pour compenser les 2 mb/j de brut irakien.

Le ministre saoudien Ali al-Nouaïmi affirme lui que le royaume est capable de faire face à toute pénurie sur le marché, avec 2,5 mb/j de capacité de production disponible.

Une expérience  
Boucherville

incomparable  
Laval

Civic 2002 neuves et démonstrateurs

- Coupé
- Berline

Rabais \$\$\$



Quelques Accord 2002 disponibles

3116136

30 en stock



Financement de  
**4,8%**  
jusqu'à 60 mois  
sur Civic coupé et Sir 2002  
seulement



\* Transport, préparation de 850\$ et taxes de en sus



À ce prix là, faites vite!

(514) 875-1923  
(450) 449-5050

**Honda de Boucherville**  
1511, rue Ampère, Boucherville  
www.hondadeboucherville.com

**Honda de Laval**  
700, boul. Saint-Martin Est, Laval  
www.hondadelaval.com

(514) 384-9444  
(450) 629-4429

**COMPAREZ**  
**JUSTE POUR VOIR...**

*Vision Montréal*

**IS300 2003**  
 SEULEMENT **499\$**  
 /MOIS, 48 MOIS\*

**RX300 2003**  
 SEULEMENT **636\$**  
 /MOIS, 48 MOIS\*

**ES300 2003**  
 SEULEMENT **648\$**  
 /MOIS, 48 MOIS\*

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. **LEXUS**

**Juste pour le plaisir!**

**Vimont LEXUS à Laval**

255, St-Martin Est, (Angle boul. Des Laurentides)  
 Tél.: (450) 668-2710 Sans frais : 1 800 625-3987  
 www.vimontlexustoyota.ca

\*Le taux d'intérêt de 4,1%/4,1%/4,9% s'applique aux locations de 48 mois de TCC Inc. Sur app. du crédit pour les Lexus RX 300, IS300 et ES300 2003 neufs. Cette offre s'applique uniquement aux véhicules en stock. EX: RX 300 (Edition Luxe). Taux 4,1%, 48 mois PDSF: 51 600\$ - Contribution de 3 135\$ du concessionnaire. 4300/2807% (cc de 3000\$) Ac. ou éch. équivalent 0\$/0\$/2000\$. Mensualité 636\$/648\$/499\$ Dépôt de sécurité remboursable: 4 500\$/4500\$/0\$ KH: 24 000 km/an inclus. Frais de 0,15\$ KM sup. Taxes, immatriculation et assurances en sus. Détails sur place. L'offre prend fin le 31 mars 2003.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse  
 Le chef de l'ADQ, Mario Dumont, et son candidat vedette dans Bourget, l'ex-maire de Montréal, Pierre Bourque, lors d'une assemblée dans Bourget hier.

POUR FINANCER SA CAMPAGNE |

## Bourque utilise la liste de Vision Montréal

FRANÇOIS CARDINAL

**Pierre Bourque n'a pas quitté la scène municipale les mains vides. Il a ainsi pu faire bénéficier son nouveau parti, l'Action démocratique du Québec, de la liste des membres de Vision Montréal, une pratique plus que douteuse sur le plan légal.**

Grâce à ce document confidentiel, le candidat adéquate a pu envoyer ces dernières semaines plusieurs centaines de lettres à des membres de Vision Montréal résidant dans la circonscription de Bourget. Chacune de ces missives portant bien haut le logo de l'ADQ contient une demande d'appui pour la campagne électorale provinciale du 14 avril prochain.

« Je vous remercie comme membre de l'Équipe Bourque / Vision Montréal pour votre travail et pour votre soutien indéfectible au cours des trois élections de 1994, 1998 et 2001 où l'Est de Montréal a opté avec de grandes majorités pour l'Équipe Bourque / Vision Montréal, écrit-il dans cette lettre obtenue par le réseau TVA et datée du 24 février dernier. (...) Je compte sur votre appui pour cette nouvelle

étape de ma carrière politique et vous invite à me rencontrer au cours des nombreuses activités qui se dérouleront prochainement. »

Interrogé à ce sujet hier, en marge de son investiture, M. Bourque n'a pas cherché à nier l'information, bien au contraire. Il a ainsi confirmé avoir utilisé une telle liste pour envoyer « quelques centaines de lettres » aux membres de VM. « Je suis content de l'avoir fait, a-t-il même ajouté, puisque c'est moi qui ai fondé ce parti. »

Or, selon la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, dans un tel cas, l'utilisation des renseignements contenus dans un dossier n'est permise, « une fois l'objet du dossier accompli », qu'avec le consentement des personnes concernées. En outre, il est indiqué que « nul ne peut communiquer à un tiers les renseignements personnels contenus dans un dossier qu'il détient sur autrui ni les utiliser à des fins non pertinentes à l'objet du dossier, à moins que la personne concernée n'y consente ».

Vérification faite au parti Vision Montréal, personne de la direction n'a fourni une telle liste à M. Bourque avant son départ. Cependant, « tout le monde a accès à ces listes, a indiqué le porte-parole, Robert Dolbec. Si quelqu'un appelle pour avoir la liste, c'est certain qu'on ne la lui donnera pas puisqu'elle est

confidentielle. Mais si un candidat, un élu ou quelqu'un de l'exécutif la demande, on la donne ».

Notons que M. Bourque est toujours conseiller municipal et membre du parti.

### « Effet humain »

Par ailleurs, il y avait foule, hier, à l'investiture officielle de Pierre Bourque dans la circonscription de Bourget. Dans la grande salle bondée, nombreux étaient les membres et les élus de Vision Montréal ainsi que les candidats de l'ADQ. Mario Dumont aussi était présent pour saluer son candidat vedette.

« Certains tentent avec des théories mathématiques de mesurer l'effet Pierre Bourque, a lancé le chef en faisant référence au *Journal de Montréal*, qui, s'appuyant sur un sondage, concluait que l'arrivée de M. Bourque n'avait eu aucune influence sur la popularité de l'ADQ dans la métropole. Or, ces gens-là n'ont rien compris de la réalité montréalaise des dernières années. Sinon, ils auraient compris que l'effet Pierre Bourque n'est pas un effet de sondage. Ce n'est pas non plus un effet de *show-business*, pas plus qu'un effet médiatique... c'est un effet humain. »

Pour sa part, M. Bourque a beaucoup parlé des possibilités de changement qu'offre son jeune parti. Il a également prononcé un vibrant plaidoyer fédéraliste.



## HOMIER-ROY ALLUME LA VILLE

**5h** en semaine  
 Réalisation : Stéphane Tremblay

**95.1 FM**  
 Première Chaîne  
 Radio-Canada

VINCENT MARISSAL

vmarissal@lapresse.ca

# L'autopeluredebananisation

Jusqu'à 17 h 15, c'était 1-0 pour Bernard Landry sur Jean Charest. Et puis, oups, au moment où les péquistes quittaient leur congrès d'orientation l'esprit léger et le cœur à la fête, leur chef trébuche maladroitement.

Jacques Parizeau disait jadis de Daniel Johnson fils qu'il avait une fâcheuse tendance à s'autopeluredebananiser chaque fois que l'ancien chef libéral commettait une bourde. On dirait bien que la maladie a aussi atteint Bernard Landry. Celui-ci a perdu hier une autre belle occasion de se taire quand il a dit à des proches qu'il préférerait parler au président de la Sun Life plutôt qu'aux groupes de femmes.

On aurait pourtant pu croire que le fameux épisode des Yvette avait guéri les péquistes de toute allusion aux femmes.

Un politicien d'expérience comme Bernard Landry devrait pourtant savoir ceci :

- a) sur le parquet d'un congrès, il y a toujours un micro qui traîne quelque part ;
- b) on ne parle pas contre les groupes de femmes, surtout pas la fin de semaine du 8 mars ;
- c) on évite d'exprimer tout haut ses rancœurs.

Visiblement, M. Landry est extrêmement frustré contre les représentantes de quelques groupes de femmes qui ont révélé, après une rencontre en privé avec lui, sa métaphore sur les cervelles d'oiseaux. Elles ont été déloyales, a expliqué M. Landry, qui ne s'est même pas défendu d'avoir tenu de tels propos. Préférer parler au président de la Sun Life plutôt qu'aux groupes de femmes, venant d'un chef péquiste, le symbole est fort.

Pourtant, M. Landry n'est pas contre les femmes, pas plus qu'il n'est contre les

pauvres, sa longue carrière en témoigne. Il ne semble tout simplement pas tolérer qu'on le contredise. Peu importe les explications du premier ministre après coup et le spin de son personnel, ce nouvel épisode s'ajoute à une longue série de gaffes et fait paraître M. Landry comme un être rancunier et revanchard.

En regardant Bernard Landry depuis quelques semaines — et surtout en regardant les sondages —, on ne peut s'empêcher de lever son chapeau aux faiseurs d'image qui ont su transformer cet intellectuel froid en un homme chaleureux. Mais en l'écoutant, on constate que ces faiseurs d'image ont encore beaucoup de travail devant eux.

Les mots malencontreux de Bernard Landry sont venus ternir une fin de semaine presque parfaite pour le PQ. Non seulement, le congrès péquiste a-t-il été un succès, mais, en plus, ils ont reçu une aide inespérée de Jean Charest, qui lançait hier sa campagne à Québec.

Les feux d'artifice ont fait beaucoup d'étincelles sur la scène libérale, mais on ne peut pas en dire autant de Jean Charest, qui n'arrive toujours pas à retrouver sa forme de la campagne référendaire de 1995 et de l'élection fédérale de 1997, quand il était encore chef des conservateurs. Pour un homme qui joue sa carrière politique, l'enthousiasme n'y est pas.

Après avoir défilé une longue liste déprimante de ce qui ne marche pas au Québec, Jean Charest s'est lancé dans l'exercice contraire, brossant un tableau rose



bonbon de la situation économique de la province.

Bernard Landry, qui est aussi vite ces temps-ci à coincer ses adversaires qu'il l'est à distribuer les millions à gauche et à droite, n'a pas manqué l'occasion de reprendre

deux heures plus tard devant ses militants l'excellent bilan que venait de dresser Jean Charest.

Si le discours du chef libéral n'a rien cassé, le slogan « Nous sommes prêts » laisse songeur lui aussi. Prêts à quoi ? À prendre le pouvoir ? On dirait que les libéraux essayent de se convaincre eux-mêmes. « Nous sommes prêts », est-ce que ça veut dire que vous ne l'étiez pas avant ? En campagne électorale, on ne devrait pas avoir à dire qu'on est prêt, cela devrait aller de soi.

Quant à la bulle qui sort de la bouche de l'énorme photo de Jean Charest sur son autocar de campagne, on imagine déjà les caricatures...

Pendant que libéraux et péquistes préparaient en grande pompe la campagne électorale, Mario Dumont faisait les choses plus modestement chez Pierre Bourque hier après-midi. C'est fascinant de voir qu'en moins de deux semaines, l'ADQ est passée d'ennemi public numéro un à tiers-parti vaguement marginal pour le PQ et les libéraux.

Les deux « vieux partis » ont toutefois intérêt à garder un œil sur leur rétroviseur. À force d'ignorer Mario Dumont, ils vont finir par lui rendre la partie beaucoup plus facile.

## La FTQ veut bloquer l'ADQ

RAYMOND GERVAIS et FRANÇOIS CARDINAL

LA FÉDÉRATION des travailleurs du Québec (FTQ) veut bloquer coûte que coûte l'élection d'un gouvernement formé par l'Action démocratique du Québec, qualifiant de rétrograde le programme de cette formation.

Henri Massé, président de la centrale syndicale, a même comparé hier le parti de Mario Dumont à un caméléon qui adapte son langage et ses promesses au goût du jour. « Une trame de fond antisyndicale et antitraitement qui menace la paix sociale au Québec », a dit M. Massé.

Mario Dumont, le chef de l'ADQ, n'a pas tardé à réagir. « On a un programme qui vise la majorité silencieuse, qui veut dire que les lobbies, que les groupes de pression, aient moins de pouvoir, a rappelé M. Dumont. On s'attendait donc à ce que plusieurs représentants de groupes de pression s'en plaignent ou se lamentent un peu. »

Malgré tout, il a ajouté qu'il était injuste que M. Massé passe sous silence l'importance, pour les travailleurs qu'il représente, de la relance du secteur hydroélectrique telle que la propose l'ADQ. « Ça, c'est du travail pour des gens qui en ont besoin, c'est la relance de la construction », a-t-il dit en marge de l'investiture de Pierre Bourque dans la circonscription de Bourget.

La centrale syndicale a dévoilé hier sa plate-forme électorale. Le président, Henri Massé, et le secrétaire général, René Roy, n'y sont pas allés par quatre chemins. Ils ont lancé un appel pressant aux 500 000 membres de la centrale afin qu'ils fassent barrage à l'ADQ aux prochaines élections.

Selon la FTQ, la campagne électorale risque d'être l'une des plus importantes des 40 dernières années compte tenu de ses enjeux. Cinq grandes priorités se dégagent de la plate-forme de la FTQ : l'économie et l'emploi, les relations du travail, la santé, l'éducation et la famille. Ces priorités font l'objet de 18 revendications sur lesquelles la FTQ exige des engagements des partis.

La FTQ a aussi lancé une vaste opération d'information auprès de ses membres afin qu'ils puissent faire un choix éclairé et voter en toute connaissance de cause. Un document analysera les programmes des trois partis en lice. Selon M. Roy, le programme du PQ est le plus proche des positions de la cen-

trale, alors que celui de l'ADQ est le plus dangereux.

Henri Massé a rappelé ce qui s'est passé en Ontario sous le gouvernement conservateur de Mike Harris, lequel sert de modèle à l'ADQ. Il a donné des exemples des politiques de démantèlement des services publics ontariens : la déréglementation inconsidérée qui a provoqué des hausses de prix des loyers et de l'électricité ; la réduction de la protection environnementale, qui a eu un effet direct sur la tragédie de l'eau à Walkerton ; la réduction des services publics de santé ; les coûts élevés de l'éducation. Dans le secteur privé, il signale la flambée du travail au noir dans la construction.

En revanche, M. Massé a dressé un bilan positif du gouvernement du Parti québécois, soulignant sa performance dans le développement économique et la création d'emplois. Il a toutefois dénoncé le PQ pour ses coupes dans la santé et l'éducation.

Par ailleurs, le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec a fait connaître hier les inquiétudes que suscitent chez lui les propos de certains leaders politiques et faiseurs d'opinions quant au rôle des employés de l'État.

« Les professionnels effectuent un travail socialement utile », a indiqué Renald Desharnais, président du syndicat. « Ils contribuent à la qualité de vie de notre société et participent activement à l'offre de services de proximité pour la population. Si certaines formations abolissaient des postes, il y a des services qui disparaîtraient. »

L'Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec a aussi l'intention de se servir de la prochaine campagne électorale pour forcer les chefs de parti à prendre des engagements clairs et non équivoques. Le président de l'Ordre, Claude Leblond, a lancé un appel à la mobilisation publique contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Même la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a ajouté son grain de sel, dénonçant le manque d'ambition des partis à l'approche des élections. Les étudiants estiment que le PQ devrait soumettre des projets plus ambitieux à la population. Un parti au pouvoir pourrait s'en permettre plus. On dirait que le PQ « marche sur des oeufs, les étudiants s'attendent à des engagements formels, clairs et ambitieux », affirme Clémence Fauteux-Lefebvre, présidente de la FECQ.

### AUCUN PAIEMENT PENDANT 6 MOIS (à l'achat)

Faites vite! Ces offres se terminent le 31 mars!

**Protegé SE 2003**  
Moteur de 1,6 L à DACT, 103 ch. • boîte manuelle 5 vitesses • radio AM/FM stéréo CD, 4 haut-parleurs • banquette arrière à dossier 60/40 rabattable et verrouillable • volant inclinable • console centrale • et plus... D4XM53A000

Louez à **179\$** par mois, pour 48 mois\* transport et préparation inclus comptant initial de 2 100 \$

0% de financement jusqu'à 24 mois!

**Protegés 2003**  
Moteur de 2 l. à DACT, 130 ch. • boîte manuelle 5 vitesses • radio AM/FM stéréo CD • roues de 16 po en alliage • console centrale • banquette arrière à dossier 60/40 rabattable • régulateur de vitesse • antibrouillards • freins ABS • glaces électriques et téléverrouillage • et plus... D5T553A000

Louez à **237\$** par mois, pour 48 mois\* transport et préparation inclus comptant initial de 2 100 \$

0% de financement jusqu'à 24 mois!

**Tribute DX 2003**  
Moteur de 2 l. à DACT, 130 ch. • boîte manuelle 5 vitesses • roues de 16 pouces • rétroviseurs extérieurs chauffants, verrouillage et glaces électriques • téléverrouillage • radio AM/FM stéréo CD • climatiseur • et plus... WS0553A000

Louez à **285\$** par mois, pour 48 mois\* transport et préparation inclus comptant initial de 2 995 \$

0% de financement jusqu'à 36 mois!

**Mazda6 2003**  
L'équipe de Bourassa Mazda vous invite à faire un essai routier de la toute nouvelle Mazda6, dès aujourd'hui! Plus de 10 véhicules sont mis à votre disposition. Venez nous voir!

À Laval, pour une auto c'est

## BOURASSA MAZDA

1625, boulevard St-Martin Est, Laval (Coin St-Martin et Papineau)  
514 385-9595 www.bourassamazda.com

Mme Pascale De Blois  
Directrice aux ventes

**RENDEZ-VOUS**  
Tous les dimanches dans **La Presse**

**SANTÉ ACTUEL**

**Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE**

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS  
CLASSIQUE, CATHÉDRALE,  
EUROPÉEN, CONSERVATOIRE,  
WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE  
4940 CHEMIN BOIS-FRANC,  
ST-LAURENT, QC, H4S 1A7  
WWW.ZYTCO.COM

514-335-2050  
ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

\*Les mensualités sont basées sur des programmes de location de 48 mois. Sont inclus dans les mensualités : frais de transport, de préparation et 80 000 kilomètres (à 6 km excédentaire). Les taxes, les frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Financement de 0% à l'achat pour 24 ou 36 mois (applicable pour la Protecé SE et la Protecés 2002 ainsi que pour le Tribute DX 2003). Tout financement est sujet à approbation de crédit. Les photos sont à titre indicatif. Pour de plus amples détails, nous vous invitons à communiquer avec votre conseiller-expert Bourassa Mazda pour en connaître davantage. À bientôt.

**Le Grand Journal**  
avec Jean-Luc Mongrain 17 h

**REPORTAGE SPÉCIAL**  
**La famille avant la carrière !**  
La journaliste Isabelle Maher s'entretient avec Joseph Facal, Serge Ménard et Pierre Boivin.

**Flash**  
avec Patricia Paquin et Alain Dumas 18 h 30  
Isabelle Racicot rencontre le grand patron du magazine Playboy, Hugh Hefner, dans sa luxueuse résidence à Los Angeles.

# ce soir à

# TQS

tqs.ca



# Oui, à ce prix-là, elle est neuve.

Berline ou Coupé Civic DX 2003

À partir de	À partir de
<b>198\$*</b>	<b>16 000\$**</b>
par mois pour 48 mois	

Incluant 96 000 km Option 0\$ comptant disponible  
Transport et préparation inclus en location seulement

<b>0\$</b>	Taux de <b>5,8%</b>	Financement de <b>4,8%</b>
dépôt de sécurité	à la location	jusqu'à 60 mois sur les Coupés Civic 2002 encore en inventaire



Berline Civic LX 2003  
Illustrée



Voiture la plus vendue au Canada pour une 5<sup>e</sup> année consécutive

•

Plus faible consommation d'essence dans sa catégorie, selon Transport Canada



L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC **HONDA**

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE [www.honda.ca](http://www.honda.ca) OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

\*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les berlines Civic DX 2003 (modèle ES1513PX), les berlines Civic DX-G 2003 (modèle ES1543PX) et les coupés Civic DX 2003 (modèle EM2113P) ou les coupés Civic LX 2003 (modèle EM2153P) neufs pour 48 mois. Échange ou comptant de 2 000\$ (berline Civic DX) et 2 965\$ (berline Civic DX-G). Échange ou comptant de 2 125\$ (coupé Civic DX) et 3 450\$ (coupé Civic LX). Première mensualité de 250\$ sur les coupés Civic DX (modèle EM2113P) et sur les berlines Civic DX (modèle ES1513PX) et de 275\$ sur les coupés Civic LX (modèle EM2153P) et sur les berlines Civic DX-G (modèle ES1543PX) exigible à la livraison. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. \*\*P.D.S.F. de la berline Civic DX 2003 (modèle ES1513PX), de la berline Civic DX-G 2003 (modèle ES1543PX), du coupé Civic DX 2003 (modèle EM2113P), du coupé Civic LX 2003 (modèle EM2153P) neufs. Transport et préparation (850\$), enregistrement, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de vente des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

8123111A

# Youppi, un quiz!



DENIS LESSARD  
ANALYSE

IL Y A LÀ DES HEURES de plaisir pour les fanatiques de la politique. Qui disait : « C'est le temps que ça change » ? Bien sûr ! Jean Lesage et son équipe du tonnerre aux élections de juin 1960.

Plus difficile ? « La voie du bon sens ». Vous alliez donner votre langue au chat ? C'était l'Union nationale de Roch Lasalle aux élections de 1981. Rodrigue Biron, son prédécesseur au scrutin de 1976, y allait d'un plus prévisible « C'est le temps de l'Union nationale ». Parti des jeunes intellectuels, le PQ de 1970 faisait dans la rhétorique : « Les difficultés du fédéralisme nous font vivre dans une maison de fous ». Le PQ s'était contenu, trois ans plus tard, avec « J'ai le goût du Québec ».

Le quiz des slogans politiques est une source inépuisable de surprises. Qui promettait « Une autre façon de gouverner » ? C'est facile : Jacques Parizeau en 1994, après huit ans de gouvernement libéral. L'élection précédente, les libéraux l'avaient dans la poche, et visiblement ne s'étaient pas beaucoup forcés avec « Assurer l'avenir et la prospérité du Québec ».

Et à qui appartenait ce mystérieux « Le pouvoir de l'audace », sinon au très jeune Mario Dumont, à la première élection où se présentait l'ADQ, en 1994.

En 1998, Lucien Bouchard a surpris bien du monde avec cette formule, tout aussi simple que limpide : « J'ai confiance », un sentiment qu'il inspirait aux gens que l'on avait triturés dans les groupes cibles. Et le nouveau chef Jean Charest s'engageait à travailler « Pour un Québec plus fort ».

Capsule d'espoir pour les militants, les slogans politiques restent le drapeau qu'ils agitent pour leur ralliements. Ratés, ils sont au mieux vite oubliés ou, pire, source d'attaques de l'adversaire.

Les partis mettent énormément d'énergie désormais à pondre ces formules, parfois boiteuses, parfois lumineuses. Bien plus d'efforts que dans le passé sont mis à soupeser le sens des mots qu'on mettra à côté de la binette du candidat sur les affiches.

Le publiciste Pierre Tremblay, le « père » du slogan des « 100 000 emplois » a raconté pendant des années cette anecdote savoureuse : la formule-choc avait été trouvée dans le titre d'un journal, qui rapportait le discours de la veille du candidat Robert Bourassa. On jeta tout le matériel déjà préparé pour repartir avec le nouveau « punch ».

Et la cuvée des élections 2003 ? Elle surprend au premier coup d'oeil, puis devient plus évidente à mesure qu'on y pense. « Restons forts », a lancé hier le premier ministre Landry, révélant ce qui serait le leitmotiv de sa campagne. La petite histoire révèle que la première version proposait : « Restons fort », le singulier visant à représenter le Québec, jusqu'à ce qu'un malin relève que bien des électeurs pourraient se demander s'il n'y avait pas là une grosse faute d'orthographe.

Dans les coulisses au PQ, on explique que les groupes cibles auscultés depuis des mois reconnaissent que la force économique du Québec est une réalité désormais. Le « Restons » évoque, sans lourdement insister, le bilan du gouvernement perçu comme positif par ceux dont on scrute les circonvolutions cérébrales derrière un miroir sans tain. Bien des gérants d'estrades voulaient ajouter des idées, apporter des précisions à ces deux simples mots ; il a fallu les convaincre de l'aphorisme latin, l'incantation maintes fois répétée par les publicitaires : *less is more* — moins il y a de mots, plus l'impact est fort.

« Nous sommes prêts », le slogan rendu public hier à Québec par Jean Charest, surprend par son audace. Le PQ s'attendait à ce que les libéraux promettent de « Remettre le Québec en santé ». Dans les officines libérales, on explique que c'est clairement le message entendu des électeurs qui soupesaient les chances de Jean Charest ou de Mario Dumont de l'emporter.

D'emblée, les libéraux, avec un parti aux assises plus solides et une équipe de députés aguerris, semblent mieux préparés à assumer le pouvoir que l'équipe rapaillée à la hâte autour de Mario Dumont. On se gaussait hier au congrès péquiste du graphisme un peu rétro, où le slogan, dans une bulle de bande dessinée, paraît sortir de la bouche du candidat. Quand en 1995, les communicateurs péquistes avaient fait tourner des marguerites pour promouvoir le « Oui » au référendum, l'autre camp riait aussi — pourtant l'idée a fait recette.

Le slogan du PLQ est arrêté depuis plusieurs semaines, bien avant la récente remontée du Parti québécois dans les sondages.

Et si le PLQ s'était trompé de cible en pointant tous ses canons vers Mario Dumont ? Les stratèges libéraux répliquent tout de suite. Plus de 60 % des gens, sondage après sondage, disent qu'il est temps de changer de gouvernement. La lutte se fera entre le PLQ et l'ADQ, à l'aune du changement, le parti de Bernard Landry est déjà déclassé. On ne verra pas Jean Charest sur les affiches libérales dans les circonscriptions, ça, les « focus groups » le suggéraient aussi....

Mercredi prochain, l'ADQ dévoilera son slogan. La formule tournera autour du « vrai changement » que le parti veut proposer aux électeurs.

Le « changement »... la « force »... deux idées qui ont, dans le passé, bien des fois servi dans les formules magiques que nous servent à chaque élections les partis politiques. Parions que le « Nous sommes prêts » restera plus longtemps dans la mémoire et que vous vous en souviendrez, peut-être, pour notre prochain quiz.

# Le rapport sur la gestion de Scraire après les élections

DENIS LESSARD

LES CONTRIBUABLES risquent de voter sans connaître les conclusions de la vérificatrice générale, Doris Paradis, sur la gestion de la Caisse de dépôt et placement sous Jean-Claude Scraire.

En conférence de presse hier, le premier ministre Bernard Landry a souligné que le dépôt du rapport était prévu pour une commission parlementaire devant débiter le 18 mars.

Or si, comme prévu, les élections législatives sont déclenchées mercredi prochain, cette commission ne se réunira pas. La vérificatrice générale ne relève pas du gouvernement, mais de l'Assemblée nationale, a insisté hier le premier ministre.

Pourtant le rapport est prêt, a appris *La Presse*. Des sources gouvernementales ont indiqué déjà que Mme Paradis n'a pu que constater l'augmentation des coûts, mais qu'elle accepte les explications fournies par la Caisse.

Le chef libéral Jean Charest a promis de soulever à chaque occasion le laxisme de la gestion de la Caisse.

Le bureau principal de la Caisse dont la construction devait coûter environ 100 millions à l'origine, coûtera finalement le triple.

# L'étude du français devrait être obligatoire, selon les anglophones

## SONDAGE

FRANÇOIS CARDINAL

À LA VEILLE du dépôt du plan d'action sur les langues officielles, un sondage Environics révèle que deux Canadiens sur trois estiment que l'apprentissage du français dans les écoles élémentaires et secondaires anglophones du pays devrait être obligatoire.

Mieux encore, seulement une minorité des gens de chaque province, hormis le Manitoba, sont en réel désaccord avec cette idée, peut-on constater à la lecture du plus récent sondage commandé par L'Association d'études canadiennes (AEC). Le sondage Environics a été mené à la fin janvier 2003 auprès de 2000 Canadiens, dont 1572 sont anglophones.

À l'heure actuelle, l'enseignement du

français n'est pas obligatoire dans cinq des 10 provinces du pays, soit à Terre-Neuve, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Précisons tout de même que, dans cette dernière province, l'apprentissage d'une langue seconde est obligatoire et que, parmi les trois langues offertes, le français demeure la plus populaire.

Selon le directeur général de l'AEC, Jack Jedwab, il est intéressant de constater qu'en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan, la majorité des répondants seraient d'accord pour que le français soit obligatoire. Seul le Manitoba résisterait, en fait.

Notons que certains éléments influencent les répondants dans leurs choix. Ainsi, plus une personne a un niveau d'instruction élevé, plus elle est en faveur de l'enseignement obligatoire du français

au primaire et au secondaire. Parmi les anglophones, l'âge joue également un rôle important. Les jeunes Canadiens anglophones (18 à 29 ans) sont un peu plus favorables (79 %) que leurs aînés à l'enseignement du français. Les personnes âgées de 30 à 44 ans sont d'accord dans une proportion de 73 % tandis que les 45 ans et plus le sont à 75 %.

En outre, le sondage révèle que les trois quarts des répondants estiment qu'il est important d'apprendre à parler une langue autre que l'anglais. Au Québec, le pourcentage est nettement plus élevé. Plus que les résidents de toute autre province, 100 % des Québécois croient qu'il est assez important (9 %) voire très important (91 %) d'apprendre à parler une deuxième langue.

Les résultats de ce sondage, qui a été effectué par téléphone à la fin janvier, sont précis jusqu'à plus ou moins 2,2 %, 19 fois sur 20.

# Un chef autochtone mieux payé que Chrétien

d'après la Presse Canadienne

OTTAWA — Les chèques de paye versés à au moins un leader autochtone ont éclipsé la rémunération du premier ministre Jean Chrétien, l'an dernier, révèlent des documents obtenus en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Ce politicien autochtone, non identifié, résidant dans les provinces atlantiques, dominait l'échelle salariale avec

371 000 \$ de rémunération non imposable pour 2001-2002.

Par comparaison, Jean Chrétien a touché un salaire — imposable — de 270 050 \$ au cours de la même année.

Après celui déjà cité, les plus hauts salariés parmi les leaders autochtones ont été payés 159 000 \$ (en Alberta), 138 000 \$ (en Colombie-Britannique) et 122 000 \$ (au Québec). Mais en moyenne, les élus autochtones ont touché

des sommes variant entre 9555 \$, dans les Territoires du Nord-Ouest, et 50 844 \$ en Alberta.

Et à travers le pays, le salaire moyen des 3800 leaders autochtones se chiffrait à 28 300 \$.

Selon la Fédération des contribuables canadiens, la plupart des chefs autochtones sont payés plus cher pour diriger des instances plus petites que des politiciens non autochtones comparables.

# VOICI LE PROCHAIN BUDGET

d'un futur gouvernement Libéral

**Demain, le gouvernement du Parti Québécois déposera le dernier budget de son mandat actuel. Le moment est bien choisi pour vous présenter les grands axes du budget d'un gouvernement du Parti libéral du Québec, selon le plan d'action adopté par notre parti en septembre 2002\*. Vous pourrez ainsi juger par vous-même qui défend le mieux vos priorités et vos intérêts.**

**Impôt**  
Nous allons réduire les impôts de un milliard de dollars par année pendant cinq ans. Cela équivaut à une réduction moyenne de 27 % des impôts des contribuables québécois pour cette période. Au cours d'un premier mandat, nous allons **abaisser le fardeau fiscal des contribuables au niveau de la moyenne canadienne**. Vous ne serez plus les plus taxés en Amérique du Nord.

**Un milliard de dollars par année, ça veut dire quoi après cinq ans ?**

Couple avec un revenu de travail de 40 000 \$			
	Impôt payé aujourd'hui	Impôt payé selon le Plan libéral	Baisse
1 enfant	1 800 \$	0 \$	1 800 \$
2 enfants	1 310 \$	0 \$	1 310 \$

Couple avec un revenu de travail de 60 000 \$			
	Impôt payé aujourd'hui	Impôt payé selon le Plan libéral	Baisse
1 enfant	6 361 \$	3 966 \$	2 395 \$
2 enfants	5 868 \$	2 473 \$	3 395 \$

Couple avec un revenu de travail 90 000 \$			
	Impôt payé aujourd'hui	Impôt payé selon le Plan libéral	Baisse
1 enfant	14 282 \$	11 447 \$	2 835 \$
2 enfants	13 799 \$	9 964 \$	3 835 \$


Couple avec deux revenus de travail de 38 000 \$ et 26 000 \$			
	Impôt payé aujourd'hui	Impôt payé selon le Plan libéral	Baisse
1 enfant	5 866 \$	3 185 \$	2 681 \$
2 enfants	5 373 \$	1 693 \$	3 680 \$

**Santé**  
Pour embaucher des médecins et des infirmières, mettre au point les soins à domicile, multiplier le nombre de lits et moderniser les équipements, nous allons augmenter les investissements en santé de 41,7 % sur cinq ans. Cependant, l'argent ne règle pas tout. Il faudra réorganiser le travail et les services de première ligne. Nous nous engageons à **mettre fin à l'attente et à donner accès à des soins de santé 24 heures sur 24, sept jours sur sept.**


**Éducation**  
Nous allons augmenter les budgets de l'éducation de 14,8 % sur six ans afin de **favoriser la réussite scolaire et d'offrir de véritables débouchés aux jeunes**. Diverses mesures seront prises : aide aux devoirs et enseignement de l'anglais dès la première année du primaire, embauche de ressources spécialisées, investissement dans la formation professionnelle et technique et appui financier aux cégeps et aux universités.

**Un gouvernement du Parti libéral du Québec sera un gouvernement au service de ses citoyens**  
Les Québécois veulent un gouvernement qui se fixe des priorités claires, qui élimine le gaspillage, qui réinvestit en santé et en éducation et qui réduit les impôts. Les Québécois veulent un gouvernement au service de ses citoyens.

J'in vite tous nos concitoyens et concitoyennes à consulter notre plan détaillé à l'adresse [www.plq.org](http://www.plq.org).



**Jean Charest**  
Chef du Parti Libéral du Québec



**Parti Libéral Québec**

**Nous sommes prêts**

\* Le cadre financier du plan d'action du PLQ a été approuvé par quatre experts indépendants.

Autorisé et payé par Alain Paquin, agent officiel.

3/24/03SA

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 PHILIPPE CANTIN > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 ÉRIC TROTTIER > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## Le parti des satisfaits



ANDRÉ PRATTE  
 apratte@lapresse.ca

Le congrès d'orientation du Parti québécois s'est déroulé en fin de semaine dans un climat d'enthousiasme, de confiance et de satisfaction. De satisfaction, surtout.

Le président du parti, Bernard Landry, a certainement plusieurs raisons d'être heureux du travail qu'il a accompli depuis l'hiver dernier. Après le scandale des lobbyistes, après la montée de l'ADQ, après les démissions en série, son parti s'était affaibli. Ministres et députés marchaient résignés vers une défaite qu'eux-mêmes jugeaient certaine.

Bernard Landry a pris ce gâchis à bras-le-corps. Il a lancé un plan d'action ambitieux qui a projeté l'image d'un gouvernement renouvelé et vigoureux. Il a trouvé une formule pour calmer les souverainistes plus pressés qui réclamaient un engagement sur la date du prochain référendum. M. Landry récolte aujourd'hui le fruit de sa détermination : le Parti québécois a retrouvé ses chances de remporter les prochaines élections.

Le premier ministre est même parvenu à adoucir son personnage. La nouvelle image d'homme serein et sage reste toutefois constamment menacée par sa propension aux remarques désobligeantes, comme on l'a vu encore hier lorsqu'il a parlé des groupes de fermes.

Dans un document distribué aux militants réunis au Palais des congrès, le PQ s'accorde une note de 83 % pour la réalisation des engagements pris lors de la dernière campagne électorale. Les bilans de ce type sont toujours contestables : le verdict quant à la réalisation ou

non des engagements est éminemment subjectif.

En matière de santé, le gouvernement du PQ se réjouit d'avoir « pris appui sur l'expertise des médecins et des infirmières et infirmiers ». Pas un mot, cependant, sur le climat d'affrontement suscité par la ligne dure du ministre François Legault, climat qui aura un effet délétère pour de nombreuses années. Pas un mot, non plus, sur la pénurie de médecins et d'infirmières, qui handicapera encore longtemps le système de santé, et pour laquelle le présent gouvernement ne peut nier sa responsabilité.

Le PQ compte aussi comme « réalisé » l'engagement de « rendre les services hospitaliers accessibles plus rapidement ». Il en veut pour preuve les budgets débloqués... il y a quelques semaines !

Jusqu'à très récemment, six Québécois sur 10 se montraient insatisfaits de ce gouvernement. Les électeurs en avaient assez du débat sur la question nationale. Ils en avaient marre du copinage, tentation à laquelle les gouvernements ont de plus en plus de mal à résister à mesure que leur mandat se prolonge (voir ce qui se passe à Ottawa...). Beaucoup de gens estimaient qu'une nouvelle approche devait être tentée pour régler les problèmes qui hantent le réseau de la santé.

Les derniers sondages révèlent une hausse du taux de satisfaction des électeurs à l'égard du gouvernement. Les raisons de grogne n'ont pourtant pas disparu. Sur la question nationale, par exemple, il ressort clairement du congrès de la fin de semaine qu'un prochain gouvernement du Parti québécois consacrerait beaucoup d'énergie à la promotion de la souveraineté, notamment en s'attendant à la tâche aussi gigantesque qu'inutile de rédiger une constitution québécoise.

Les péquistes, donc, partent en campagne satisfaits. Reste à savoir si les électeurs, eux, le sont vraiment.

## L'incontournable recyclage

Voici le deuxième et dernier éditorial sur la crise des déchets à Montréal.



MICHELÈ OUIMET  
 michele.ouimet@lapresse.ca

Octobre 2001. Le maire de Toronto, Mel Lastman, renonce en catastrophe à son projet d'expédier les déchets de sa ville dans une mine désaffectée du nord de l'Ontario. L'opposition de la population est trop forte. Aujourd'hui, Toronto exporte à grands frais une partie de ses déchets aux États-Unis.

Mai 1987. New York. Le monde suit, à la télévision, le périple d'une barge remplie à ras bord d'ordures qui cherche, en vain, un pays prêt à enfouir sa cargaison malodorante. Du même coup, les gens découvrent, incrédules, l'univers complexe des déchets.

Même si Montréal n'est pas Toronto et encore moins New York, les déchets posent un sacré problème. Que faire avec les ordures ?

> Les brûler ? Non, cette méthode est dépassée. La fumée est toxique et dégage des dioxines et du furanne. Sans oublier le problème des cendres.

> Les enfouir ? Où et à quel prix pour l'environnement et la paix sociale ? À Lachenaie, au nord de Montréal, la compagnie BFI essaie de convaincre le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de doubler la superficie de son dépotoir.

Mais BFI s'est heurtée à un mur d'hostilité. Et pour cause. Qui a envie de vivre à moins de deux kilomètres d'une mégapoubelle ? Qui est prêt à endurer l'odeur d'oeufs pourris qui flotte dans l'air, à tolérer les goélands attirés par les détritus, à supporter l'incessant va-et-vient des camions bourrés de déchets et à subir les risques écologiques provoqués par le pourrissement de milliers de sacs verts ? Qui ? Vous ?

> Les recycler ? Oui. La réponse est évidente. Tout milite en faveur du recyclage : c'est propre, écologique, on peut récupérer, éviter le gaspillage, etc.

Mais... si tout est beau en théorie, la pratique est plus laborieuse. Dans les années 1990, le recyclage avait le vent dans les voiles, les gens se sont procuré un bac vert et ils ont récupéré le verre, le plastique... Certains ont même poussé l'enthousiasme jusqu'à composter leurs déchets de table.

Mais le recyclage a des croûtes à manger. Entre 1998 et 2000, les déchets enfouis ou incinérés ont augmenté de 23 % ; le recyclage, lui, a grimpé de 14 %. Résultat net : le recyclage a reculé de 37 %.

Le gouvernement du Québec a fixé des objectifs irréalistes. En 2008, 60 % du sac vert devra être recyclé. Actuellement, le taux de récupération plafonne à 15 %. En cinq ans, les Québécois doivent faire un bond de 45 %, une mission quasi impossible.

Car le recyclage « facile », c'est-à-dire le bac vert, a pratiquement fait le plein. Il faut maintenant passer à une vitesse supérieure et encourager les Québécois à composter, une opération plus exigeante, mal conçue pour les gens qui vivent en appartement.

Si le gouvernement permet à BFI de doubler la superficie de son dépotoir, il va donner un sacré coup de pouce à l'enfouissement et nuire au recyclage. Enfouir une tonne de déchets coûte 80 \$, la recycler, 150 \$. Comment concurrencer les dépotoirs si on triple l'offre ?

La société doit tout faire pour inciter les gens à recycler. Selon la Communauté métropolitaine de Montréal, 94 % du sac vert est récupérable. Seulement 6 % des déchets devraient donc prendre le chemin du dépotoir. Mais comment y arriver ?

Faudra-t-il imiter la Belgique qui, dans un projet pilote, a mis à l'amende les mauvais recycleurs, c'est-à-dire ceux qui dépassaient le nombre de kilos de déchets autorisés ? Chose certaine, il y a urgence, sinon on risque d'étouffer sous nos déchets.



Patrick Dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

Droits réservés

### DIALOGUE

## De la désinformation ?

(En réponse à « Élections : les trois voies », publié le 1er mars)

Cher monsieur Pratte,

RELISEZ VOTRE dernier papier et mettez-vous un instant dans la peau d'un lecteur le moins intelligent qui s'interrogerait sur le sens profond de l'élection à venir.

Pensez-vous un seul instant que ne lui sautera pas au visage votre parti pris ? Peut-il prendre au sérieux votre description des trois options ? Vous le prenez, monsieur Pratte, pour un gogo si vous imaginez éclairer un tant soit peu le lecteur. La campagne n'est pas lancée, que déjà vous sentez libéral à plein nez. Vous ne trouvez dans ce programme qu'une faille. Pour le PQ, c'est le bordel, l'incohérence, l'activisme, les dépenses inconsidérées, bref la charge ! (Et la campagne n'est pas lancée...)

Et l'économie monsieur Pratte ? Qu'en est-il sous ce régime honni ? Parlez-nous donc des performances québécoises extraordinaires (je pèse mes mots) comparées à toutes les économies occidentales. Niet, rien, pas un mot monsieur Pratte. Je pense même qu'ici on touche la désinformation par omission, méthode subtilement utilisée en vos pages.

Quoiqu'il en soit monsieur, malgré vos prétentions que le lecteur intelligent aura vite jugées, vous ne participez pas à l'élévation du débat démocratique. Vos penchants anti-PQ viscéraux transpirent au point de miner votre crédibilité. Et surtout, ne venez pas dire qu'on vous traite ici de traître comme vous le faites si souvent quand il s'agit d'amalgamer ceux qui ont vu dans votre jeu, ceux qui critiquent l'incertaine et indécente partialité des édités de La Presse.

GAËTAN FORTIN  
 Rosemère

EN UNE de La Presse de ce matin : « Charest promet d'en finir avec l'attente », sous une photo de Mario Dumont. En A3, « Le PLQ promet d'investir en santé » et « Charest a trouvé son ministre de la santé », le tiers de cette page étant consacrée à une photo de... Bernard Landry. En A4, nouvelle photo de Dumont. J'aimerais bien savoir pourquoi, depuis

toujours, on boude à ce point monsieur Charest. Simple curiosité.

GILLES GOULET

### Le parti de l'équilibre

À LA VEILLE d'une nouvelle campagne électorale, et à la lumière des lettres reçues (et sans doute à venir) au sujet d'un présumé « parti pris » de La Presse, il n'est pas inutile de rappeler quelques faits :

> En matière d'information, La Presse prend le parti de la qualité, de l'objectivité et de l'équilibre. Cependant, l'équilibre ne doit pas être évalué page par page, ou même jour par jour. Pour toutes sortes de raisons liées entre autres à l'actualité, à l'espace disponible, à la qualité des photos disponibles, il se peut qu'un parti paraisse favorisé une journée donnée. L'important, c'est l'équilibre de la couverture électorale dans son ensemble ;

> pour ce qui est des éditoriaux, ceux-ci ne prétendent pas à la neutralité. Au contraire, le rôle des éditorialistes, à La Presse comme ailleurs, est d'exprimer une opinion. Une opinion réfléchie, il va sans dire ;

> En ce qui a trait à la politique québécoise, la position éditoriale de La Presse est bien connue : c'est la conviction que le Québec est mieux à même de se développer en participant au projet canadien qu'en cherchant à devenir un pays indépendant. Cette opinion n'est pas fondée sur des « penchants anti-PQ viscéraux », comme le dit M. Fortin dans sa lettre reproduite ci-contre, mais sur un attachement profond au Québec et sur une adhésion indéfectible aux idéaux de la Confédération ;

> Les opinions exprimées dans les éditoriaux de La Presse n'influent en rien le contenu du reste du journal ;

> Les pages Forum ont pour vocation d'encourager la réflexion et le débat sur les questions qui préoccupent les Québécois. Toutes les opinions y sont accueillies, peu importe qu'elles soient conformes ou non à celles qui sont exprimées par notre équipe éditoriale. Nous encourageons d'ailleurs nos lecteurs (péquistes, libéraux, adéquistes, progressistes ou autres) à nous écrire en grand nombre durant la campagne électorale qui s'amorce, à l'adresse de courriel habituelle : forum@lapresse.ca

André Pratte  
 Éditorialiste en chef

## Drôle de hasard !

(En réponse à « Voter ou bronzer ? » publié le 5 mars)

### Voter au chaud

Madame,

CONTRAIREMENT à ce que vous avez perçu, je ne cherchais pas à dicter une ligne de conduite aux Québécois qui habitent en Floride pendant l'hiver. Le titre « Voter ou bronzer ? » se terminait par un point d'interrogation, et non par un point d'exclamation.

Ce qui me semble plus important, c'est que les Québécois vivant à l'étranger pourront facilement voter, et que le Directeur général des élections fait l'impossible pour leur permettre d'exercer ce droit démocratique.

André Pratte

### Écrivez-nous

La Presse reçoit avec plaisir le courrier de ses lecteurs. Compte tenu du grand nombre de lettres que nous recevons, il nous faut privilégier les textes courts (moins de 200 mots). De plus, nous nous réservons le droit d'élaguer tout texte que nous publions. Le courrier électronique est le moyen le plus simple de nous joindre : forum@lapresse.ca. On peut aussi utiliser la poste conventionnelle : Forum, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Enfin, nos lecteurs peuvent consulter notre Boîte aux lettres interactive, à www.cyberpresse.ca/lettres.

# Forum

## Déjà plus de 3000 courriels



**PIERRE-PAUL GAGNÉ**  
POST-SCRIPTUM

pgagne@lapresse.ca

On n'aura jamais vu une année démarrer sur les chapeaux de roues comme cette année. Deux mois seulement se sont écoulés depuis le début de l'année et, déjà, nous avons reçu au-delà de 3000 courriels. Et dire que, d'ici quelques jours, nous devrions entrer en campagne électorale et qu'une guerre est peut-être sur le point de commencer en Irak.

Irak. Le nom magique pour expliquer cette surabondance de courrier. Déjà, l'automne dernier, en réalité depuis le moment où une guerre en Irak est devenue une réelle possibilité, vous aviez commencé à nous faire parvenir des courriels par dizaines. Depuis les Fêtes, c'est par centaines que les courriels, lettres et fax portant sur l'Irak affluent à *La Presse* chaque semaine.

Nous avons consacré au sujet plusieurs Boîtes aux lettres au complet et même, à l'occasion, de pleines pages de lettres lorsqu'un événement marquant se produisait, comme la fameuse marche pour la paix du 15 février dernier dans les rues de Montréal, qui a attiré quelque 150 000 pacifistes.

Comment résumer l'ensemble de ce courrier ? Précisons d'abord que très peu de nos lecteurs sont favorables à une guerre. Et, à ce chapitre, ils correspondent assez exactement au courant anti-guerre très largement majoritaire que les sondages ont décelé dans la population québécoise, canadienne et européenne.

La différence se situe davantage au niveau de l'interprétation des faits et de l'analyse que chacun fait de la situation. Et, à ce chapitre, est-il utile de s'attarder longuement sur le fait que la très grande majorité des courriels que nous avons reçus consistent en une sévère critique de la politique extérieure américaine ? À l'opposé, bien peu de nos lecteurs s'arrêtent à analyser le degré de dangerosité que l'État irakien fait peser sur le monde.

■ ■ ■

D'autres sujets importants ont contribué en janvier et février à cette phénoménale hausse de courrier : la naissance présumée (devra-t-on un jour se résoudre à penser que nous avons été victimes d'un des plus grands canulars de tous les temps ?) de bébé Ève durant la période des Fêtes, la désintégration de la navette *Columbia* au-dessus de l'État du Texas, la dernière journée d'étude des médecins spécialistes, ainsi que la rencontre fédérale-provinciale sur la santé.

Sans oublier l'espace que nous avons consacré aux lecteurs carrément courroucés après avoir lu l'excellent dossier de notre collègue André Noël, le samedi 23 février, sur le régime de ristournes existant entre les compagnies de médicaments génériques et les pharmaciens.

Sans oublier, non plus, les deux sorties intempestives du premier ministre Landry, la première pour affirmer que la marche de la paix du 15 février montrait que le Québec doit devenir un État souverain, la deuxième pour faire une comparaison finalement assez boiteuse entre les oiseaux et les assistés sociaux.

Dans chacun de ces cas, nous avons reçu plusieurs dizaines de courriels, ce qui donne à penser que la campagne électorale qui débutera dans quelques jours devrait être le sujet d'affrontements épiques entre nos lecteurs.

Parlant de cette campagne, il n'aura fallu qu'un faux pas de l'ADQ, la fin de semaine du 1<sup>er</sup> mars, pour qu'on se rende compte du niveau auquel les débats risquent de voler au cours des prochaines semaines. Après que le président du parti, Guy Laforest, eut comparé le régime péquiste à celui de Maurice Duplessis, à la fin des années 50, c'est également par dizaines que nous avons reçu des courriels de protestation.

■ ■ ■

Déjà, en 2002, à la suite des victoires électorales de l'Action démocratique et de la montée en popularité de ce parti et de son chef, Mario Dumont, nous avions senti une recrudescence de l'intérêt de nos lecteurs pour la politique. Soudain, l'ADQ remettait du piquant dans un débat devenu terne et sans surprise. Nous pourrions voir, au cours des prochaines semaines, quel résultat cela donnera pour chacun des partis.

Quant à nous, alors que l'élection est sur le point d'être déclenchée, nous réservons dans nos pages Forum de belles surprises à nos lecteurs, qui permettront à un très grand nombre d'émettre leur point de vue. Tous les détails de notre « couverture » électorale seront annoncés en page éditoriale dès le lendemain du déclenchement des élections, donc vraisemblablement jeudi.



PHOTO IVANOH DEMERS, La Presse

Normand Grégoire voulait simplement acheter des billets de métro, et pourtant il aurait bien pu se retrouver dans une situation bien délicate...

## Quel abus de pouvoir!

**NORMAND GRÉGOIRE**

*L'auteur est un Montréalais.*

LE DIMANCHE 23 février, vers 15h20, je me suis présenté à la guérite du métro Mont-Royal pour acheter des billets d'autobus. La préposée voulait s'absenter du comptoir et me faisait signe de passer; je lui ai donc expliqué que je ne désirais pas entrer dans le métro, mais simplement acheter des billets.

Elle m'a très cavalièrement fait comprendre que je n'avais qu'à attendre son retour, l'air de dire quand on est un peu plus intelligent, on ne se présente pas au guichet d'un préposé qui doit s'absenter! La moindre politesse de sa part aurait été de s'excuser de devoir s'absenter un court moment.

Comme ma femme et mes enfants m'attendaient à l'arrêt d'autobus, j'ai encaissé

l'insulte et attendu son retour. Revenue à son guichet, j'ai redemandé poliment une lièvre de billets, qu'elle m'a donnée en maugréant contre moi. N'ayant rien fait qui justifie un tel traitement, je lui ai demandé son nom de famille.

Le comble de sa part a été de décrocher ensuite son téléphone et d'appeler les agents de sécurité du métro: elle m'a indiqué clairement, et je cite « que ce serait mieux de partir maintenant ». Quand je lui ai demandé pourquoi, elle m'a répondu « pour usager arrogant ».

Quel extraordinaire abus de pouvoir! Jamais je n'ai élevé la voix, utilisé d'un langage grossier, arrogant, insultant ou agressif à l'endroit de la préposée qui, pourtant, n'a pas manqué de se conduire de façon méprisante à mon égard. Dois-je comprendre que si les agents avaient été sur place, ils m'auraient expulsé du métro,

voire remis aux autorités policières face à mon refus d'admettre la version de l'employé? J'aurais eu très envie d'attendre ces agents pour faire valoir mon droit et protester contre cette insolence; je ne l'ai pas fait parce que ma petite famille m'attendait.

J' imagine ce qui me semblait impossible, mais qui m'apparaît aujourd'hui comme crédible: un simple citoyen achète quelques billets d'autobus, acte très banal convenons-en, mais se retrouverait arrêté par la police parce qu'un employé de mauvaise foi le présente comme usager arrogant. Ne riez pas, si les agents de sécurité avaient préféré la version de votre employé, ceci aurait très bien pu se produire.

Vous avez sûrement des caméras qui filment les guérites? Je vous incite très fortement à revoir la bande vidéo en question, en espérant que la qualité du son soit suffisante pour apprécier l'échange entre votre employée et moi.

## Qui va enseigner et dans quelles conditions?

**JANA HAVRANKOVA**

*L'auteure est endocrinologue à l'hôpital Saint-Luc/CHUM.*

LE PLQ propose une augmentation des entrées en médecine. Bravo, nous avons besoin de la relève. Mais par qui et où va-t-on former ces nouveaux médecins? Déjà, la Faculté de médecine de l'Université de Montréal se fie sur un contingent de médecins qui n'ont aucune obligation vis-à-vis la Faculté et qui sont rémunérés à la pièce pour les cours ou les stages du curriculum pré-gradué.

Donc, le corps professoral est très instable, en particulier lorsqu'il s'agit de l'enseignement pré-gradué. Nous avons vu cela récemment lors des négociations entre les médecins spécialistes et le gouvernement, quand certains cours et examens ont été annulés. De plus, lorsque les étudiants en médecine se retrouveront dans les hôpitaux, ils auront besoin des patients pour apprendre à exercer la médecine. Les patients collaborent en général très bien lorsqu'il s'agit de rencontrer un étudiant en médecine ou un médecin en formation. Mais il y a une limite à demander aux patients souvent très malades de se soumettre aux questionnaires et examens physiques à répétition.

Et quel moment riche en enseignement que d'amener les étudiants dans une salle d'urgence pleine de patients alités dans les corridors!

Il faudrait ouvrir des lits pour les personnes en perte d'autonomie pour libérer les lits dans les hôpitaux de soins de courte durée. Dans ce sens, il faudrait accorder un statut particulier, budgétaire et organisationnel, aux hôpitaux universitaires pour retenir les médecins prêts à enseigner. Il faudrait, bien sûr, ouvrir les salles d'opération pour que les jeunes chirurgiens apprennent à opérer. Sans ces mesures, l'augmentation des entrées en médecine ne sera qu'une charge de plus pour un système qui craque de toutes parts.

## Une arnaque?

**JEAN-JACQUES LAUZIER**

*L'auteur est un résident de Sainte-Foy.*

J'AIMERAIS exprimer mon profond désarroi face à une aberration dont j'ai été victime de la part de la compagnie Bell Canada.

D'abord, voici brièvement les faits. J'ai passé l'été 2002 au Royaume-Uni. Avant de prendre mon avion de retour à l'aéroport de Paris, le 13 août, je téléphone à ma soeur pour confirmer qu'il y aura bel et bien quelqu'un qui viendra me chercher à l'aéroport, une fois rendu à Montréal. Jusque-là, tout va bien.

Voici qu'arrive novembre, ma soeur reçoit sur son compte de téléphone une facturation pour un appel venant de Paris de trois minutes... pour 33,65 \$. Plus de 11,20 \$ la minute! À ce prix-là, j'aurais pu louer un hélicoptère pour une heure... Dire qu'un appel en direction de la Somalie coûte environ 3 \$ la minute. C'est ce qu'on pourrait appeler une arnaque! Jamais je n'aurais effectué cet appel si j'avais été mis au courant qu'on était pour me siphonner mon argent. Je n'ai en aucun temps été informé que le tarif serait prohibitif. Un appel banal qui s'effectue entre deux pays industrialisés, membres tous deux de l'OCDE, s'est révélé être une arnaque des plus vicieuses pour dérober l'argent de touristes.

J'ai appelé Bell Canada, mais ceux-ci se sont montrés évasifs et peu compréhensifs, n'avouant pas qu'une erreur aurait pu se glisser dans la facturation. C'est leur facture, c'est leur responsabilité d'assurer à leurs clients une bonne information concernant leurs tarifs exorbitants. Une grosse entreprise comme celle-là montre encore une fois son profond mépris pour ses petits clients particuliers.

Je n'attends rien de Bell Canada, en situation de monopole dans le domaine de la téléphonie locale. Je ne peux même pas la boycotter. Mon seul recours est donc d'exprimer l'injustice par l'entremise des journaux. Je ne suis ni socialiste, ni communiste, au contraire je suis un néo-libéraliste fervent partisan de la libre entreprise, mais devant de telle aberration je me prends parfois à penser que la téléphonie devrait être nationalisée.

### Le grand show

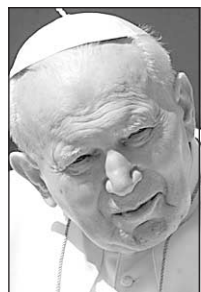
L'AUTRE MATIN, j'entendais à la radio de Radio-Canada un journaliste décrire la manière dont les Britanniques et les Américains vont faire la couverture journalistique de la guerre en Irak. On nous présente une logistique inégale pour nous faire suivre les événements au cœur de l'action; des centaines de journalistes se baladent dans des véhicules « Hummer » équipés pour nous envoyer les meilleures images de la guerre.

Mais quel est le but réel de cet exercice? Une information d'enquête complète qui permettrait à l'individu de se responsabiliser par rapport à ce qu'il voit et entend? Où plutôt une information sensationnaliste, hollywoodienne et spectaculaire destinée à la banalisation de l'événement et à l'inaction de la patate de sofa moyenne? J'imagine, hélas, trop de gens qui s'installeront devant leur cinéma maison comme on s'installe pour écouter le super-bowl. Peut-être avec du maïs soufflé?

MARC BOUCHER  
Laval

### Profondément humain

JE ME demande si cette petite histoire de Jean Mabilie, curé de Sarceaux, dont on découvre tardivement la liaison et la paternité, racontée dans *La Presse* du 1<sup>er</sup> mars dans des Oh! et des Bah! la rubrique qui voit et entend tout, a choqué



**Jean-Paul II**

bien des gens... Pour ma part, j'ai été épatée par la réaction profondément humaine de ses paroissiens qui lui ont témoigné de la sympathie. Ce qui me ramène à ce que je crois depuis si longtemps: Et si notre Pape voulait bien, à son tour, être profondément humain et autoriser le mariage de ses prêtres. Ne serait-il pas, premièrement, plus facile d'en recruter? Et ces prêtres mariés ne comprendraient-ils pas mieux leurs ouailles, connaissant le vécu de mari et de père? Et ces prêtres mariés, de serai-ent-ils pas aussi aptes que les prêtres célibataires à transmettre La Parole de Dieu? Je suis persuadée de n'être pas la seule à penser de la sorte...

JACINTHE DUPONT-BUTLER  
Saint-Hubert

### Le « facteur vent »

LA TEMPÉRATURE extérieure a toujours été un sujet de conversation quotidien. Il y a quelques années on ne parlait cependant pas du degré que le facteur vent apportait en moins à l'air froid. On discutait du degré indiqué sur le thermomètre, point à la ligne. Maintenant les froids semblent plus froids et gèlent littéralement les gens dans leurs activités. Bien sûr, ce n'est là qu'une observation sociologique mais bien pertinente. À preuve cette dame qui a annulé son rendez-vous chez la coiffeuse car elle ne sort pas par un temps si froid (-22° plus le facteur vent -43°). Mon voisin qui ne marche plus depuis des semaines alors que je le voyais quotidiennement et cela depuis 15 ans, « il fait trop froid », me dit-il! Mon épicerie qui est spécifiquement envahie le mercredi après-midi était déserte, on parlait de froid sibérien à la radio causé par le facteur vent... Je crois que notre économie, en plus des composantes inhérentes aux commerces, devra bientôt composer elle aussi avec le facteur vent. Est-ce là uniquement affaire d'atmosphère ou n'est-ce pas là affaire de présentation médiatique?

LOUISE CLOUTIER  
Roberval



# CLIMATISEZ À VOLONTÉ



## CLIMATISEUR À NOS FRAIS

ou crédit équivalent, jusqu'à **1 000\$\***



# 0%

À L'ACHAT\*

# 0\$

À LA LOCATION

GM paie la 1<sup>re</sup> mensualité\*\*  
GM paie le dépôt de sécurité\*\*\*  
Aucun comptant



Vos concessionnaires **du Québec**



Les Associations des concessionnaires Chevrolet et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant à la plupart des modèles neufs 2003 en stock à l'achat et à certains modèles en location parmi ceux en stock. À la location, GM paie la 1<sup>re</sup> mensualité et le dépôt de sécurité sur les modèles en stock suivants : Sunfire, Montana, Aztek, Grand Am, Rendezvous, Cavalier, Tracker, Malibu, Alero, Silhouette et Venture. Offres valides en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule au plus tard le 30 mai 2003. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. \*S'applique à l'achat ou à la location. Le climatiseur doit avoir été installé en usine sur le véhicule en stock ou un crédit équivalent à la valeur d'un climatiseur en place sur le même type de véhicule jusqu'à un maximum de 1 000 \$ sera offert. Les taxes applicables au climatiseur doivent être assumées par le consommateur. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. \*\*Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour la plupart des modèles pour des termes de 36 ou 48 mois, selon les modèles. \*\*\*Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. \*\*\*\*À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Ces offres ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupées, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C6P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multiplace et châssis-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD châssis-cabine (style reporté), Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL, Yukon XL Denali et les camions série W et poids moyens. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcana.com](http://gmcana.com) ou au 1 800 463-7483.